



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I



LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LILLE



© apomares

TIK TOK ET LA
GUERRE COGNITIVE

PAGE 3

LA GÉOPOLITIQUE DU
VENEZUELA

PAGE 15

LA COP 28 À
DUBAÏ

PAGE 33

NUMÉRO 18 • DÉCEMBRE 2023

L'Édito



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2023-2024

Fondée à la rentrée 2020, l'Association du Master Relations Internationales (AMRI) est née sous l'impulsion des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille. Nous sommes donc honorés de vous présenter notre revue : Le coup d'œil de l'AMRI. Notre équipe, composée des étudiants du Master, souhaite vous partager son intérêt pour les grandes questions internationales. Cette revue se veut accessible à tous : aux étudiants comme aux amateurs.

Retrouvez-nous pour une mise en relief de l'actualité internationale, à travers plusieurs articles thématiques, pour ne rien rater des grands événements. Chaque revue portera sur de multiples sujets : enjeux sécuritaires, rivalités d'influence entre les grandes puissances, ainsi que géopolitique environnementale, culturelle ou économique. Nous vous proposons donc un tour d'horizon mondial allant de l'Asie aux Amériques, en passant par l'Europe, l'Afrique et les pôles.

Le dossier principal de cette revue analyse la géopolitique du Venezuela, examinant par conséquent, la politique intérieure vénézuélienne de l'ère Chávez aux défis actuels de la politique de Maduro, le modèle économique vénézuélien ou encore les défis liés à l'exploitation des hydrocarbures.

Cette édition est l'occasion de vous faire découvrir une partie des travaux de recherche de certains étudiants du Master aux thématiques très variées.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom de l'ensemble de l'équipe de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Rédactrices en chef

LILIE LENOIR & JULIETTE GRIBOVALLE

S O M M A I R E

3 TIKTOK ET LA GUERRE COGNITIVE

Claudia Laval et Maïna Proust

8 LA GÉOPOLITIQUE DE ONE PIECE / ワンピースの地政学

Elias Lahlali

11 FOOTBALL : RAYONNEMENT ET ENJEUX JURIDIQUES, POURQUOI LA SUPERLEAGUE DIVISE ?

Mélanie Gariglio

15 DOSSIER: GÉOPOLITIQUE DU VENEZUELA

Mélanie Gariglio, Nicolas Poussin, Angèle Canaguier

28 LE CAS DES ENFANTS SOLDATS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Cassandra Nizan

33 LA COP 28 À DUBAÏ, VERS UNE IMPOSSIBLE SORTIE DES ÉNERGIES FOSSILES ?

Lilie Lenoir

36 DYNAMIQUE DU DOMAINE SPATIAL JAPONAIS, ENTRE NON-MILITARISATION, COOPÉRATION INTERNATIONALE ET PROJETS SPATIAUX INTERCONNECTÉS.

Jade Vatin

41 BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

45 REMERCIEMENTS



TIKTOK ET LA GUERRE COGNITIVE

RÉDIGÉ PAR CLAUDIA LAVAL ET MAÏNA PROUST



Image n°1 : Image d'illustration de l'application TikTok © SOPA Images / Getty Images

En 2023, un article du *Times* révèle la restriction de l'application TikTok au sein des campus des universités publiques aux États-Unis. Cette interdiction soulève des questions sociétales sur la régulation des médias sociaux. Les plateformes de médias sociaux, dont TikTok, jouent un rôle central dans la diffusion de l'information à grande échelle et peuvent être utilisées comme vecteurs de propagation de la désinformation. L'interdiction de TikTok par les universités américaines peut être perçue comme une tentative visant à diminuer la vulnérabilité face à la désinformation et à la manipulation de l'information. Ces mesures reflètent une préoccupation croissante dans les sociétés occidentales à l'égard de la cognition humaine qui peut être utilisée à des fins de guerre par certaine puissance. Ainsi de nos jours, le concept de guerre cognitive et de ses diverses manifestations est en train d'émerger.

LA GUERRE COGNITIVE ET LA CHINE

” L'art suprême de la guerre consiste à soumettre l'ennemi sans combattre.
-Sun Tzu, VIe siècle av. J.-C.

”

Les nouvelles technologies façonnent un nouveau paradigme, et même la nature de la guerre a évolué. Le 5 avril 2023, les pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont donné la priorité à la compréhension de la guerre cognitive. De plus en plus de personnes sont incapables de distinguer les informations authentiques des informations manipulées.

La guerre moderne n'implique pas nécessairement des résultats immédiats et tangibles tels que l'acquisition de territoires ou de ressources. Il existe des menaces hybrides qui restent dans la « zone grise », comme la guerre cognitive. L'OTAN définit la guerre cognitive comme « les activités menées en synchronisation avec d'autres instruments de pouvoir, pour influencer sur les attitudes et les comportements en influençant, en protégeant et/ou en perturbant les cognitions des individus et des groupes afin d'obtenir un avantage » (OTAN, 2023). La cognition comprend les éléments subconscients et émotionnels qui influencent considérablement la majorité des décisions humaines. La guerre froide illustre plutôt bien le concept de guerre cognitive. En effet, les États-Unis et l'ex-URSS ont utilisé la propagande, action systématique visant à influencer l'opinion publique pour lui faire accepter certaines idées ou doctrines, contre leurs nations respectives. Il s'agissait d'une « guerre politique totale » (Rifesser, 2023).

Après la guerre froide, les États-Unis ont établi leur hégémonie. De son côté, la Chine a opéré un changement dans sa politique étrangère, se caractérisant par un impérialisme et une plus grande agressivité. Au cours de cette période, la Chine a entrepris de manière systématique une manipulation cognitive afin de façonner sa propre opinion publique. Cette transformation stratégique s'inscrit dans le cadre de la doctrine des « trois guerres » élaborée en 2003, qui introduit les concepts de guerre de l'opinion publique, de guerre psychologique et de guerre juridique. L'objectif de ce concept est de chercher à influencer la perception publique du conflit en préservant le soutien de sa propre population, en le dégradant au sein de la population de l'adversaire et en influençant des tiers (Orinx & Struye de Swielande, 2021). Cette approche se fonde sur les mots du général Sun Tzu dans son livre *L'art de la guerre*, publié il y a 2 500 ans : « Toute guerre repose sur des principes de tromperie [...] et] l'excellence suprême consiste à briser la résistance de l'ennemi sans combattre » (Rifesser, 2023).

En 2019, il est devenu de plus en plus évident pour les pays occidentaux que l'approche chinoise de la guerre différerait fondamentalement des modèles linéaires traditionnellement rencontrés. Un journal chinois appartenant au gouvernement, le *People's Liberation Army Daily* (PLA daily), a publié une traduction du rapport militaire chinois de la même année indiquant que « La guerre a commencé à évoluer de la recherche de la destruction des corps vers la paralysie et le contrôle de l'adversaire » et, pour atteindre cet objectif, ils détaillent quatre domaines technologiques importants pour les applications militaires : la nanotechnologie, la biotechnologie, la technologie de l'information et les sciences cognitives (Gertz, 2021). En effet, depuis 2019, la Chine a officiellement établi un lien entre les sciences cognitives et la guerre. Cela a contribué à renforcer la méfiance des autres pays à l'égard de TikTok et de son utilisation potentielle à des fins de guerre cognitive.

FACILITER LA COLLECTE DE DONNÉES ET DÉTOURNER L'ATTENTION ...

TikTok, créée en 2016 par l'entreprise chinoise Bytedance, est rapidement devenue l'application la plus téléchargée, dépassant tous les réseaux sociaux traditionnels. Cependant, des problèmes de sécurité sont rapidement apparus, notamment en raison des liens entre l'entreprise et le Parti communiste chinois (PCC).

Outre plusieurs cas d'espionnage ciblés de journalistes, TikTok collecte massivement, et de manière légale, les données de ses utilisateurs afin d'alimenter un algorithme au fonctionnement opaque.¹ Cette situation est d'autant plus alarmante que les données des utilisateurs sont régulièrement transférées vers des centres en Chine.

Dans le cadre de la guerre cognitive, cette collecte massive de données comportementales peut fournir des informations sur l'environnement social et psychologique des populations ciblées. Connaître la culture stratégique de l'adversaire peut par la suite devenir un avantage stratégique pour mener des campagnes de propagande ou de désinformation.

L'application a également été critiquée pour les effets négatifs sur la santé mentale de ses utilisateurs. La puissance de l'algorithme, les stimuli visuels et auditifs constants et le changement rapide de contenu peuvent entraîner une distorsion temporelle, un déficit d'attention et des problèmes de sommeil.

Mais des effets encore plus alarmants liés au fonctionnement de l'algorithme et à l'absence de modération de la part du personnel de l'entreprise ont été signalés. Après avoir visionné plusieurs vidéos sur la santé mentale, un utilisateur de TikTok se verra suggérer des contenus liés au suicide en moins de trois minutes et des contenus sur les troubles alimentaires en environ huit minutes. Ce type de contenu peut avoir des conséquences profondément néfastes sur des utilisateurs particulièrement sensibles aux influences négatives, entraînant de grandes inquiétudes quant à leur bien-être et à leur développement émotionnel et intellectuel.

L'entreprise à l'origine de TikTok - et la République populaire de Chine (RPC) - connaissent ces risques. La version de l'application approuvée par la RPC, *Douyin*, est fortement réglementée, afin de ne proposer que des contenus positifs, éducatifs et patriotiques. Le contrôle relatif à l'âge des utilisateurs est également soumis à des critères stricts, visant à prévenir tout impact néfaste sur les jeunes. Les utilisateurs chinois de moins de 14 ans sont limités à 40 minutes maximum d'utilisation de l'application par jour. En comparaison, les utilisateurs français âgés de 4 à 18 ans passent en moyenne 1 heure et 47 minutes sur TikTok (Commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social TikTok, Sénat, 2023).

¹ peut aussi être désigné comme un algorithme "boîte noire ", un système dont on ne connaît pas le fonctionnement interne.

Si ces caractéristiques et risques d'utilisation de TikTok ne sont pas directement liés à la guerre cognitive, ils soulignent la capacité de l'application à détourner l'attention des utilisateurs et les orienter sur certaines informations tout en collectant des informations, ce qui les rend encore plus vulnérables et faciles à manipuler.

...POUR MIEUX FACILITER LA DÉSINFORMATION ET LA MANIPULATION

” Le cerveau est le champ de bataille du XXI^e siècle.
-James Giordano, 2018.

L'objectif de la guerre cognitive est de briser la confiance entre l'individu et sa société ou son institution politique, de diviser pour mieux régner, de faire de l'individu « une arme contre son propre système » (de Cluzel, 2022). Dans ce contexte, TikTok apparaît comme un instrument idéal.

Outre les effets sur l'esprit mentionnés, le flux continu d'informations exploite divers biais cognitifs, tels que l'incapacité du cerveau à traiter une grande quantité d'informations, le biais de confirmation, et l'effet de vérité illusoire. Ce dernier correspond à la tendance du cerveau à considérer une information comme correcte après une exposition répétée.

Avec la quantité de contenu disponible sur l'application et un algorithme conçu pour engager continuellement les utilisateurs, TikTok rivalise avec tous les autres concurrents, qu'il s'agisse d'autres médias sociaux ou de médias traditionnels, pour attirer l'attention. Dans un contexte de défiance croissante à l'égard des médias traditionnels et des personnalités politiques, TikTok est devenu une source d'information pour de nombreux jeunes utilisateurs. En outre, l'algorithme de TikTok adapte le contenu à chaque utilisateur, en fonction de ses opinions, de ses croyances et de son état psychologique. Cette approche personnalisée favorise l'effet de « chambre d'écho »² et constitue un environnement idéal pour la propagation de fausses nouvelles et de désinformation, en particulier chez les personnes sensibles à ce type de contenu.

Bien que les informations erronées émanent fréquemment de faux profils ayant pour objectif explicite de diffuser de fausses informations, il est à noter qu'une proportion considérable de profils authentiques, qui partagent une diversité de contenus, contribuent involontairement à la propagation de ces dernières.

Ces profils réels, qui paraissent plus crédibles en raison de la diversité de leur contenu, contribuent à la diffusion de la désinformation. Par conséquent, les utilisateurs, lorsqu'ils sont exposés à celle-ci, peuvent inconsciemment la propager, devenant ainsi de nouveaux vecteurs de fausses nouvelles.

Déterminer dans quelle mesure le gouvernement chinois ou tout autre pays propage de la désinformation sur TikTok reste une tâche complexe. Toutefois, l'absence de transparence dans les pratiques de modération du contenu de l'application introduit une certaine ambiguïté. Selon *NewsGuard*, jusqu'à 20 % des vidéos sur des sujets d'actualité publiées sur TikTok contiennent des informations erronées. La diffusion de la désinformation a un impact sur la polarisation des opinions, créant des fractures dans les sociétés et les déstabilisant de l'intérieur. La Chine a été accusée d'utiliser TikTok à cette fin, notamment lors des élections de 2020 à Taïwan.

In fine, TikTok est un outil à multiples facettes dans la stratégie de guerre cognitive de la Chine. Il facilite la collecte de données, la manipulation de l'attention des utilisateurs et la diffusion d'informations qui peuvent être stratégiquement façonnées afin d'influencer et perturber les cognitions des publics nationaux et internationaux. Cela sert, en définitive, les intérêts stratégiques de la Chine dans un monde de plus en plus axé sur l'information. Compte tenu de l'utilité significative de TikTok dans la réalisation de ses objectifs, on peut se demander si l'application n'est pas un outil extrêmement efficace pour la manipulation de la cognition humaine, se classant parmi les instruments les plus puissants de la Chine pour exercer une telle influence. L'utilisation du terme « arme » peut sembler pertinente ici, car TikTok n'est pas accessible à la population chinoise en raison de restrictions strictes. L'équivalent de TikTok en Chine, connu sous le nom de *Douyin*, est non seulement soumis à un temps de veille limité, mais il est aussi méticuleusement conçu avec un contenu positif, éducatif et pro-Parti communiste chinois. Ce contraste délibéré souligne le fait que la Chine reconnaît l'influence potentielle de TikTok et la nécessité d'exercer un contrôle strict sur celui-ci. Au-delà des interdictions dans les universités américaines, qui s'inscrivent dans une perspective non étatique, nous nous demandons comment les États pourront répondre à TikTok, qui émane officiellement d'une entité privée.

² un environnement dans lequel un individu n'est confronté qu'à des informations allant dans le sens de ses croyances et opinions.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage :

Sun Tzu. (1963) The Art of War. trans. Samuel B. Griffith (Oxford: Oxford University Press, 1963). (Original work published in 6th century BCE).

Articles scientifiques :

Alonso-López, N., Bautista, P. S., & Giacomelli, F. (2021). Més enllà de reptes i balls virals : TikTok com a vehicle per al discurs desinformatiu i la verificació d'informació A Espanya, Portugal, el Brasil i els Estats Units. Anàlisi : Quaderns de Comunicació i Cultura, 64, 65. <https://doi.org/10.5565/rev/analisi.3411>

du Cluzel, F. (2020). Cognitive warfare. Dans www.innovationhub-act.org. NATO. Consulté le 26 octobre 2023, à l'adresse https://www.innovationhub-act.org/sites/default/files/2021-01/20210122_CW%20Final.pdf

Espada, M. (2023, 24 janvier). Universities are banning TikTok on their campuses. Here's why. Time. <https://time.com/6249522/public-universities-banning-tiktok/>

Orinx & Struye de Swielande. (2021) La guerre cognitive – Pourquoi l'occident pourrait perdre face à la Chine ?. Bernard Claverie; Baptiste Prébot; François du Cluzel. Cognitive Warfare, La guerre cognitive, NATO - Collaboration Support Office, pp.8, 1-6, 978-98-837-2368-4. fhal03424962f

Qin, Y., Omar, B., & Musetti, A. (2022). The addiction behavior of short-form video app TikTok : The information quality and system quality perspective. Frontiers in Psychology, 13. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2022.932805> Rifesser , B. J. F. (2023).

Rifesser, B. J. F. (2023). An interdisciplinary analysis of the weaponisation of TikTok. ResearchGate. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.14232.57606>

Articles presses :

Dominguez, G. (2023, 27 mai). Winning without fighting ? Why China is exploring « cognitive warfare. » The Japan Times. <https://www.japantimes.co.jp/news/2023/05/26/asia-pacific/china-pla-ai-cognitive-warfare/>

Gertz, B. (2021). China « brain control » warfare work revealed—Washington Times. <https://www.washingtontimes.com/news/2021/dec/29/pla-brain-control-warfare-work-revealed/>

Six, N. (2021, 20 septembre). La Chine limite le temps d'utilisation de TikTok à 40 minutes par jour chez les moins de 14 ans. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/pixels/article/2021/09/20/la-chine-limite-le-temps-d-utilisation-de-tiktok-a-40-minutes-par-jour-chez-les-moins-de-14-ans_6095345_4408996.html

Documents officiels :

Commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence. (2023, 8 mars). Sénat. <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/structures-temporaires/commissions-denquete/commission-denquete-sur-lutilisation-du-reseau-social-tiktok-son-exploitation-des-donnees-sa-strategie-dinfluence.html>

Documents audiovisuels :

Audition de Mme Chine Labbé, Newsguard, rédactrice en chef et vice-présidente en charge des partenariats Europe et Canada. - Mickaël VALLET. (2023, 10 mars). videos.senat.fr.

https://videos.senat.fr/video.3446497_64522e633ea48.tiktok-et-la-desinformation-selon-newsguard?timecode=1114000

Giordano, J. (2018). Dr. James Giordano lecture : The Brain is the Battlefield of the Futur (2018 youtube) – Gang Stalking, Mind Control, and Cults. <https://gangstalkingmindcontrolcults.com/dr-james-giordano-lecture-the-brain-is-the-battlefield-of-the-future-2018-youtube/>

L'affaire TikTok et le spectre de la guerre cognitive : nos cerveaux comme ultimes champs de bataille ? (2023, 30 juillet). France Inter. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/cyberpouvoirs/cyberpouvoirs-du-dimanche-30-juillet-2023-7519934>

Site internet :

Cognitive Warfare : Strengthening and Defending the Mind—NATO's ACT. (s. d.). Consulté 12 octobre 2023, à l'adresse <https://www.act.nato.int/article/cognitive-warfare-strengthening-and-defending-the-mind/>



Image n°2: Luffy et les membres de son équipage © ADN | TOEI ANIMATION CO

Le *soft power* que représente *One Piece* (1997-2023) pour le Japon dans le monde a été largement démontré par de nombreux travaux scientifiques. L'analyse suivante vise à se pencher sur l'œuvre en elle-même et donc essayer d'analyser la géopolitique de *One Piece*.

One Piece commence avec l'exécution d'un homme, Gold D Roger considéré comme le roi des pirates, qui prononça ces paroles lors de son exécution « Mon trésor ? Je vous le laisse si vous voulez... Débrouillez-vous pour mettre la main dessus, il est tout ce dont un homme peut rêver »¹. L'histoire de *One Piece* suit les aventures de Monkey D. Luffy, un jeune homme intrépide et aspirant pirate, qui veut devenir le roi des pirates en trouvant le trésor légendaire appelé le « *One Piece* ». Pour y parvenir, il assemble un équipage hétéroclite, chacun avec des rêves et des compétences uniques, pour naviguer à travers les mers périlleuses du monde.

POURQUOI ONE PIECE EST-ELLE UNE ŒUVRE PROFONDÉMENT GÉOPOLITIQUE ?

Premièrement, elle explore divers systèmes politiques à travers les îles et les factions rencontrées.

Elle met en lumière les gouvernements corrompus, les luttes de pouvoir, les relations entre les différentes factions et les conséquences de ces dynamiques sur les populations locales. Ensuite le Gouvernement Mondial et la Marine représentent l'autorité et le pouvoir central dans l'univers de *One Piece*. Elles régulent les activités des pirates et tentent de maintenir l'ordre dans le monde, mais leurs méthodes et leurs motivations sont souvent remises en question (voir Flevance à la fin de l'article). Leurs actions soulèvent des questions sur la légitimité du pouvoir et les limites de l'autorité. L'œuvre d'Eiichiro Oda analyse aussi les conflits et les alliances entre factions, tels que les pirates, les révolutionnaires et les forces gouvernementales qui s'engagent dans des conflits, des alliances et des luttes pour le contrôle des ressources, du territoire et du pouvoir. Ces interactions reflètent les dynamiques géopolitiques du monde réel². *One Piece* nous montre aussi un monde pluriel avec des cultures et des sociétés diverses. Chaque île visitée, que nous découvrons à travers les aventures de Luffy, possède sa propre culture, ses propres règles et sa propre organisation sociale. Cette diversité reflète la richesse des cultures du monde réel et met en lumière les interactions entre différentes sociétés. Enfin, Eiichiro Oda, illustre une crise sociale et politique du monde réel à travers son œuvre.

¹ Oda, E. (2000). *One Piece*, Vol. 1, Glénat, p. 5.

² École normale supérieure de Lyon. (s. d.). Géopolitique — géoconfluences. 2002 Géoconfluences ENS de Lyon. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/geopolitique>.

Il aborde des thèmes tels que la corruption, les inégalités sociales, les abus de pouvoir et la manipulation politique. Nous allons voir dans quelle géographie évolue l'œuvre.

UN MONDE ARCHIPÉLAGIQUE

L'univers géographique de *One Piece* regorge de mystères, d'aventures et de diversité, offrant un cadre fascinant pour les événements de l'histoire et le développement des personnages. Alors que la géographie de notre planète partage quelques similitudes avec celle de *One Piece*, elle demeure distincte dans ses particularités.

Dans l'œuvre, une immense chaîne de montagnes nommée *Red Line* forme l'unique continent. « Il s'agit d'une immense falaise de 10 000 mètres d'altitude tout en longueur qui fait le tour de la planète et qui forme une sorte d'anneau. » Elle entoure le monde et se rejoint au sommet à Marie-Joie, où se trouve le siège du gouvernement mondial. « Le continent tient son nom de la couleur rouge de son sol. *Red Line* est coupée perpendiculairement par une voie maritime nommée *Grand Line* et cette coupure délimite quatre autres océans : *North Blue*, *South Blue*, *East Blue* et *West Blue*. C'est sur l'océan central de *Grand Line* que se déroule l'essentiel des enjeux narratifs et politiques du récit. *Grand Line* n'est constituée que d'une seule entrée car l'océan longiligne est entouré de part et d'autre par la *Calm Belt*, une mer où il règne toujours un calme plat et où vivent des monstres marins qui empêchent toute navigation.³ » *Grand Line* est elle-même subdivisée en deux parties. Paradis, qui est la première moitié de *Grand Line*, caractérisée par ses conditions climatiques changeantes et ses îles uniques. C'est là que beaucoup de pirates débutants commencent leur aventure. Le Nouveau Monde est la seconde moitié de *Grand Line*, réputée pour être beaucoup plus dangereuse, abritant des pirates puissants, des créatures redoutables et des défis plus grands. À travers ces divers océans se trouvent des îles, le monde est éclaté en un gigantesque archipel. Le voyage de Luffy se fait d'ailleurs d'îles en îles, « l'organisation politique de l'univers est dépendante d'un imaginaire îlien propre à notre œuvre.⁴ »

LE CAS DE LA VILLE BLANCHE DE FLEVANCE

La ville de Flevance⁵ était autrefois une cité florissante sur l'île de Minion, située sur l'océan North Blue dans le monde de *One Piece*. Un pays tout droit sorti d'un conte de fée, la terre, les arbres et l'herbe étaient d'une blancheur immaculée. Sa beauté était si étonnante que les visiteurs se demandaient s'ils rêvaient en venant sur l'île. Après des recherches scientifiques, on a découvert que cette blancheur était dû à un type de plomb spécifique « le blanc de saturne ». Ce plomb a ensuite été exploité par les habitants de l'île pour produire toutes sortes de choses utiles à la vie quotidienne ainsi que des armes. Cette exploitation minière fera la prospérité de la ville. Malheureusement, cette ville a été frappée par une épidémie mortelle appelée « le Saturnisme » qui s'est propagée à cause des mines d'amiantes exploitées sur l'île. Cette maladie cause une baisse graduelle de l'espérance de vie au fil des générations sans que des symptômes spécifiques apparaissent. Fortement empoisonnée depuis des lustres, la population a fini par observer une apparition de tâche blanche sur le corps. La toxicité est alors rendue public, les pays autour décident de fermer les frontières et exterminent la population de Flevance. Seule la famille royale a pu s'échapper ainsi qu'un autre antagoniste de l'œuvre (Trafalgar D. Law). La famille royale et le gouvernement mondial étaient au courant de la toxicité du plomb blanc depuis bien longtemps mais ont laissé faire dans le seul but commercial. Cette ville est donc bien un cas géopolitique car c'est une étude multiscalaire des conflits entre acteurs à plusieurs échelles.

³ Derycke, P. (2023) *One Piece : Leçon de pouvoir*, Broché, p. 20.

⁴ Idem.

⁵ Oda, E. (2015). *One Piece*, Vol. 76, Glénat.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

Derycke, P. (2023) One Piece : Leçon de pouvoir, Broché.

Oda, E. (2000). One Piece, Vol. 1, Glénat..

Oda, E. (2015). One Piece, Vol. 76, Glénat.

Sitographie

École normale supérieure de Lyon. (s. d.). Géopolitique — géoconfluences. 2002 Géoconfluences ENS de Lyon.
<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/geopolitique>.

FOOTBALL : RAYONNEMENT ET ENJEUX JURIDIQUES, POURQUOI LA SUPERLEAGUE DIVISE

RÉDIGÉ PAR MÉLANIE GARIGLIO



Image n°3 : Mobilisation des fans de Chelsea contre la Superleague devant le stade de Stamford Bridge en avril 2021 © JUSTIN TALLIS - AFP

En Avril 2021, alors que l'UEFA (l'Union des associations européennes de football) allait définir les contours du nouveau format de la Ligue des Champions (compétition sportive de football voyant s'affronter chaque année les meilleures clubs européens) pour la saison 2024/2025, l'*European Superleague Company* annonce la création d'une compétition alternative. Le projet est soutenu par des très grands clubs espagnols et anglais comme le Réal Madrid ou encore Manchester United (FC Geopolitics, 2021). L'annonce d'une telle ligue, qui avait déjà été évoquée par le passé notamment à la fin des années 1990, a eu l'effet d'une bombe dans le monde du foot et a immédiatement été contestée par l'UEFA soutenue par la FIFA (Fédération Internationale de football association). Les organisateurs du projet, provoquant de vifs débats, ont notamment attaqué en justice l'UEFA et la FIFA ce qui a mené l'affaire jusqu'à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) ce 21 décembre 2023. Comment la création de la Super Ligue de football soulève des enjeux majeurs au niveau législatif et du rayonnement du football européen ?

Les prémisses de ce projet de « Super Ligue » (aussi appelé *Super League*) remontent à 1998 avec la société italienne *Medias Partners* (Constant & Vulser, 1998) qui souhaitait mettre en place une compétition semi-ouverte avec comme but principal de concurrencer l'UEFA. Le projet était une compétition composée de clubs permanents définis comme les plus grands clubs européens et de champions nationaux. Déjà à cette période-là, l'UEFA menaçait les potentiels participants de cette compétition, notamment les joueurs, de ne plus être éligible à la sélection en équipe nationale. Ce projet de *Super League* a été abandonné par ces grands clubs européens, à la suite d'une réforme de la Ligue des champions qui a notamment vu la compétition être élargie en fonction des différents championnats (Potet, 1998).

Cependant, cette idée d'un championnat alternatif en concurrence avec l'une des compétitions régionales de football des plus connues, a germé dans les esprits de certains, notamment Florentino Pérez, président du Real Madrid FC (de 2000 à 2006 puis de 2009 à nos jours). En 2009 (Eurosport, 2009), il remet cette idée à l'ordre du jour, en expliquant que pour lui les meilleurs clubs européens méritent de jouer entre eux, ce qu'il considère ne pas se produire dans la version actuelle de la *Champions League*.

En effet, le format actuel de la *Champions League* est élargie à de nombreux clubs de pays européens différents qui n'ont pas tous le même palmarès qu'une poignée de clubs européens dont fait partie le Real Madrid, qui ont eux un palmarès très important et qui sont donc plus attractif pour les meilleurs joueurs de la planète, engendrant un cercle vertueux entre palmarès, attractivité et profit.

L'idée va être à plusieurs reprises remise sur le devant de la scène dans les médias qui vont démontrer sur pendant plusieurs années, plusieurs clubs ont travaillé sur ce projet ou des projets similaires. Mais c'est l'année 2021 qui va marquer un tournant dans l'évolution de ce projet. Dès janvier de cette même année, la FIFA et les confédérations continentales de foot, dont fait partie l'UEFA, ont publié une déclaration rejetant la création d'une compétition dissidente et prévoyant des sanctions pour les équipes et joueurs qui décideraient d'y participer (FC Geopolitics, 2021).

C'est le 18 avril 2021, que le New York Times annonce que 12 clubs ont donné leur accord pour la création d'une Super Ligue européenne. Chaque club gagnerait plus de 400 millions de dollars uniquement en participant à la compétition. Au-delà des institutions du monde du football, les ligues de football, les associations, les joueurs et les fans du ballon rond, surtout ceux des équipes désignées comme fondatrices du projet, se sont indignés.

Le projet est officiellement annoncé par un communiqué de presse le soir même. Les clubs fondateurs sont: le Real Madrid CF, le FC Barcelone, l'Atlético de Madrid, le Manchester United FC, le Manchester City FC, le Chelsea FC, l'Arsenal FC, le Tottenham Hotspur FC, le Liverpool FC, la Juventus FC, l'Inter Milan et l'AC Milan. Reprenant le projet des années 1990, la compétition aurait permis aux membres fondateurs d'avoir une place assurée dans la compétition et avec chaque année, cinq nouveaux clubs qui se qualifient. Trois jours après l'annonce officielle de la création de cette compétition, de très nombreux clubs fondateurs se retirent du projet, notamment tous les clubs anglais, l'Atlético de Madrid pour l'Espagne et les deux clubs de Milan en Italie.

Au niveau national, le projet de création d'une telle ligue a fait évoluer la législation concernant le football comme en Italie notamment. Le 26 avril 2021, la Fédération italienne de football a modifié son règlement intérieur inscrivant que tout club, qui adhère à des compétitions non reconnues par la fédération ou l'UEFA, où la FIFA serait exclu du championnat italien.



Image n°4 : Robert Sánchez, alors gardien du club anglais Brighton & Hove Albion, portant un maillot protestant contre le projet European Super League lors d'un match de Premier League contre Chelsea FC, le 20 avril 2021 © AFP/Neil Hall

Au niveau européen, l'UEFA s'est directement opposé au projet et a été soutenu par la FIFA. Mais le feuilleton Super League ne s'est pas arrêté en avril 2021.

En effet, la *European Superleague Company* a attaqué en justice l'UEFA ainsi que la FIFA au tribunal de commerce de Madrid estimant que ces derniers ont une « comportement anti-concurrentiel et incompatible avec les articles 101 et 102 TFUE » (le premier relatif à la concurrence et le deuxième relatif aux abus de position dominante). (Cour de Justice de l'Union Européenne Arrêt, 2023) Le Tribunal de commerce de Madrid a saisi la cour de justice de l'Union européenne pour une demande de décision préjudicielle, sollicitant des éclaircissements sur la manière dont il doit interpréter le droit de l'Union dans ce cas précis). La CJUE a statué le 21 décembre 2023 que dans l'organisation des compétitions sportives, la FIFA et l'UEFA « ne respectent pas les règles de concurrence et de liberté de circulation de l'Union Européenne » (Ibid). À l'annonce de cette décision, le promoteur de la Super League : A22, s'est réjoui. Cependant de très nombreux clubs européens ont une nouvelle fois rejeté le projet comme le PSG (Paris Saint Germain) mais aussi des membres fondateurs comme Manchester United. (FC Geopolitics, 2023)

L'objectif principal de la création de cette compétition était de proposer un championnat spectaculaire impliquant uniquement les plus grandes équipes européennes. De plus, ce projet visait à créer un format proche des championnats américains d'une part pour diffuser le foot à plus large échelle et d'autre part pour le rendre plus attractif pour un public qui aime voir les choses en grand (A22 Sports Management, s.d.).

Ces éléments forment aussi les critiques formulées contre cette compétition. Dans une conférence de presse du 21 décembre 2023 le président du PSG et de ECA (*European Club association*), Nasser al-Khelaïfi, souligne qu'il trouve étonnant de voir Florentino Perez parler avec enthousiasme d'un projet remplaçant la ligue des champions devant le mur des trophées du Real Madrid lui même rempli de coupes de cette même compétition (le club étant le plus sacré de la compétition avec 14 victoires) (L'équipe, 2023).

Le projet de *Super League* est vu par beaucoup comme une manière pour les clubs d'accroître leur bénéfices de manière exponentielle créant des écarts de moyens non négligeables entre les clubs historiques capables d'attirer les meilleurs joueurs du monde avec des salaires colossaux, et des clubs créant la surprise dans les compétitions régionales grâce à la détermination et le talent des joueurs.

Beaucoup estiment que cette compétition tuerait le foot et créerait un foot élitiste ne permettant pas à des petits clubs de briller. Enfin, les réactions de l'UEFA et de la FIFA permettent de se poser la question de l'influence et du rôle de celles-ci notamment à l'aune de la décision de la CJUE que cela soit à l'échelle régionale comme internationale.



Image n°5 : Les supporters du Chelsea FC protestant contre le projet de European Super League avant le match de Premier League contre Brighton & Hove Albion dans leur stade, le 20 avril 2021© AP
Photo/Frank Augstein, Pool

BIBLIOGRAPHIE

Articles de presse :

Constant, A. & Vulser, N. (1998, août 11). Kirch, Berlusconi et Murdoch cherchent une nouvelle alliance. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/archives/article/1998/08/12/kirch-berlusconi-et-murdoch-cherchent-une-nouvelle-alliance_3667498_1819218.html

Ghemmour, C. (2020, 15 décembre). Il y a 25 ans, l'arrêt Bosman ouvrait la porte à la Super Ligue - Eurosport. Eurosport. https://www.eurosport.fr/football/les-25-ans-de-l-arret-bosman-prelude-a-la-super-ligue._sto8033516/story.shtml

L'Équipe . (2021, 19 avril). La Super Ligue expliquée en deux minutes. L'Équipe. <https://www.lequipe.fr/Football/Actualites/La-super-ligue-expliquee-en-deux-minutes/1244237>

L'Équipe. (2023, 21 décembre). « Ils parlent de Superligue avec les trophées de l'UEFA derrière eux », ironise Nasser Al-Khelaïfi (PSG). L'Équipe. <https://www.lequipe.fr/Football/Actualites/-ils-parlent-de-superligue-avec-les-trophees-de-l-uefa-derriere-eux-ironise-nasser-al-khelaifi-psg/1438353>

Norris, B. (2009). Escenic. The Telegraph. <https://www.telegraph.co.uk/sport/football/european/5748825/Real-Madrids-Florentino-Perez-reveals-European-Super-League-ambition.html>

PA SPORT. (2009, 5 juillet). PEREZ WANTS SUPER LEAGUE. Eurosport.com. https://www.eurosport.com/football/champions-league/2008-2009/perez-wants-super-league_sto1993443/story.shtml

Potet, F. (1998, 10 septembre). Le nouvel ordre européen du football se met en place. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/archives/article/1998/09/11/le-nouvel-ordre-europeen-du-football-se-met-en-place_3664129_1819218.html

Potet, F. (1998, octobre 26). L'UEFA a dû composer avec les grands clubs de football pour éviter la création de la Superligue. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/archives/article/1998/10/27/l-uefa-a-du-composer-avec-les-grands-clubs-de-football-pour-eviter-la-creation-de-la-superligue_3691424_1819218.html

Documents juridiques et officiels :

A22 Sports Management. (s. d.). A22 Sports Management. <https://a22sports.com/en/>

Cour de Justice de l'Union Européenne Arrêt - 21/12/2023 - European Superleague Company Affaire C-333/21

Ledroit, V. (2023, 21 décembre). Super Ligue de football ; : La Cour de justice de l'UE remet en cause le monopole de l'UEFA et de la FIFA sur l'organisation des compétitions. Touteurope.eu. <https://www.touteurope.eu/societe/super-ligue-de-football-la-cour-de-justice-de-l-ue-remet-en-cause-le-monopole-de-l-uefa-et-de-la-fifa-sur-l-organisation-des-competitions/>

Autres:

FC Geopolitics, Compte Twitter /X (2021, 22 avril) Super league, après 3 journées mouvementés, retour sur l'affaire qui a fait la une du football

FC Geopolitics , Compte Twitter/X (2023, 21 décembre) *SUPER LEAGUE, Pourquoi l'arrêt de la CJUE , qui juge que l'UEFA enfreint le droit européen n'est pas une victoire pour la super league*

DOSSIER

LA GÉOPOLITIQUE DU VENEZUELA

SOMMAIRE

- 16** INTRODUCTION
Mélanie Gariglio
- 17** POLITIQUE INTÉRIEURE
VÉNÉZUÉLIENNE: DE L'ÈRE
CHÁVEZ AUX DÉFIS ACTUELS
DE MADURO
Mélanie Gariglio
- 21** ÉCONOMIE, PARTENARIATS,
INFLUENCE : TRIUMVIRAT
DE FACTEURS DE PUISSANCE
DU VENEZUELA
Nicolas Poussin
- 24** UNE EXPLOITATION
PÉTROLIÈRE CENTRALE
DEVENUE UNE SOURCE DE
PROBLÈME
Angele Canagüler
- 27** CONCLUSION
Mélanie Gariglio



Introduction

RÉDIGÉE PAR MÉLANIE GARIGLIO

Le 31 décembre 2023, le message annuel de fin d'année du président vénézuélien Nicolas Maduro était diffusé sur tous les moyens de communication du pays : télévisions, radios et réseaux sociaux afin de partager les vœux du président au plus grand nombre. Dans la vidéo diffusée, le président fait une rétrospective de l'année 2023 et porte un message d'espoir et de continuité de la politique vénézuélienne. Il revient sur les réussites mais aussi les enjeux auxquels doit faire face le pays. Consolidation de la croissance économique, expansion de la protection sociale, le pouvoir du peuple, la paix et la sécurité dans le pays, la réaffirmation des droits du Venezuela au Guyana, volonté d'intégration aux BRICS, lutte contre la corruption sont d'actualité. Ce programme est en adéquation avec les idées socialistes de Nicolas Maduro et offre un message d'espoir à la population en instant sur la persévérance du peuple pour arriver à ces objectifs.

En effet, depuis 1998 et l'élection de Hugo Chávez à la tête du pays, l'État sud américain fait partie des États socialistes de la région. Le socialisme vénézuélien, le chavisme, se base sur un socialisme défini comme du XXIème siècle, un socialisme renouvelé et qui reprend des éléments des idéologies socialistes et communistes de la région et du monde comme l'anti-impérialisme et anti-américanisme. Dès les années 1980 le chavisme a été actif politiquement à travers le Movimiento Bolivariano Revolucionario -200, qui était un mouvement paramilitaire, dirigé par Hugo Chávez. Simon Bolivar, homme politique vénézuélien du XIXème siècle est la figure centrale de l'idéologie politique du pays. Bolivar a inspiré le nom de la révolution menée par Chávez mais aussi la monnaie du pays. Pour Chávez, puis Maduro, Bolivar ayant participé à l'indépendance du pays (ainsi que d'autres pays de la région) ce dernier représente la lutte contre l'impérialisme et les puissances coloniales et est donc leur précurseur.

Cependant, depuis quelques années, pour des raisons opposées aux ambitions et promesses du Président, le Venezuela est mis en avant: dégradation des conditions de vie, crises économiques et politiques, immigration massive vers les pays limitrophes, corruption et plus récemment volonté d'annexion du Guyana... le pays traverse une période qui a affecté sa perception sur la scène internationale. Ici, il conviendra de faire un tour d'horizon des enjeux actuels auxquels doit faire face le Venezuela afin d'appréhender son actualité. Ainsi, dans quelle mesure le Venezuela tend à réaffirmer son influence au sein de l'Amérique latine entre partenariats et potentielle annexion alors même que des limites internes au pays ternissent son rayonnement ?

Premièrement, il conviendra d'une analyse de la politique intérieure vénézuélienne de l'ère Chávez aux défis actuels de la politique de Maduro. Puis, une attention sera portée autour du modèle économique vénézuélien basé sur l'exploitation d'hydrocarbures, la multiplication de partenariats et une pluralité d'influences diverses : un triumvirat de facteurs de puissance du Venezuela. Enfin, il conviendra de traiter de l'exploitation pétrolière, certes centrale mais devenue une source de problèmes.



Politique intérieure vénézuélienne: De l'Ère Chávez aux défis actuels de Maduro

RÉDIGÉ PAR MÉLANIE GARIGLIO



Image n°6 : (de gauche à droite) Hugo Chávez , Fidel Castro et Evo Morales lors d'un rassemblement sur la place de la Révolution à la Havane, Cuba, 29 avril 2006 © ADALBERTO ROQUE/AFP/Getty Images

Le Venezuela a une histoire politique très riche. Afin de mieux appréhender les enjeux et la politique intérieure du pays, il est nécessaire de revenir en premier lieu sur l'histoire politique du pays depuis Simon Bolivar qui donnera plus tard son nom officiel à l'État Vénézuélien : la République Bolivarienne du Venezuela. Ensuite il sera nécessaire de traiter la révolution et le régime de Hugo Chávez qui ont profondément marqué le pays et qui permettra de mieux comprendre les enjeux actuels économiques et politiques du pays sous Nicolas Maduro.

L'AVÈNEMENT DE LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE SOUS HUGO CHÁVEZ

L'un des personnages historiques les plus importants au Venezuela est Simon Bolivar (Girod, 2019), également connu sous le nom d'*El Libertador*, qui est une figure centrale dans la quête de l'indépendance sud-américaine. Le Venezuela obtient son indépendance de l'Espagne en 1821 après une série de batailles menées par Bolivar.

Suite à la libération de plusieurs nations sud-américaines, Bolivar rêve d'une fédération appelée la Grande Colombie comprenant le Venezuela, la Colombie, l'Équateur et le Panama. Cependant, des divergences politiques et régionales ont conduit à la dissolution de cette fédération en 1830 marquant la naissance du Venezuela en tant que nation indépendante.

Les premières décennies de l'indépendance ont été marquées par une instabilité politique, avec des leaders autoritaires comme Juan Vicente Gómez (Delorme et al., 2017)(*Caracas y la dictadura de Juan Vicente Gómez (1908-1935) – Parte I | Cámara de Comercio, Industria y Servicios de Caracas*, s. d.-b) qui ont exercé un contrôle presque absolu sur le pays de 1908 à 1935. Son règne a été caractérisé par une exploitation des ressources pétrolières nouvellement découvertes, contribuant à la création d'une économie fortement dépendante du pétrole.

La période suivante a vu une période de calme politique (Pirela, 2006) dans les années 1950 et 1960.

Cependant, cette stabilité a été éphémère, et le Venezuela a été le théâtre de plusieurs coups d'État militaires au cours des décennies suivantes mettant en lumière les défis constants pour établir un gouvernement stable.

L'accession au pouvoir d'Hugo Chávez au Venezuela en 1998 a marqué un moment charnière dans l'histoire politique du pays. Ancien officier militaire, Chávez a remporté l'élection présidentielle avec un soutien populaire considérable, capitalisant sur le mécontentement généralisé envers les politiques traditionnels. Sa victoire a été largement perçue comme une réaction aux inégalités sociales, à la corruption et à la crise économique qui prévalait à l'époque. Chávez a immédiatement entrepris une série de réformes audacieuses dans le cadre de sa « Révolution bolivarienne » (qui reprend des idées de Simon Bolivar) (Balutet, 2017), nationalisant des secteurs clés de l'économie, notamment le pétrole, réorientant les revenus pétroliers au profit des programmes sociaux, et promouvant une vision du socialisme du XXI^e siècle (Trigo, 2007). Son style charismatique et sa rhétorique anti-impérialiste ont captivé une partie importante de la population, établissant une base de soutien solide. Cette ascension au pouvoir a redéfini la trajectoire politique du Venezuela, introduisant une ère de profonds changements politiques et socio-économiques.

LES SUCCÈS ET LES CONTROVERSES DE LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE

Sous le slogan « Pour le peuple et par le peuple », Chávez s'engage à lutter contre la pauvreté, les inégalités et la dépendance économique du pays vis-à-vis des puissances étrangères.

L'une des réalisations les plus notables de la période de Chávez est la réduction significative de la pauvreté. Les programmes sociaux, financés par les revenus pétroliers abondants du Venezuela, ont amélioré l'accès à l'éducation, à la santé et au logement pour les segments les plus vulnérables de la population à travers des grands projets appelés missions boliviariennes. La Mission Robinson a, par exemple, visé l'éradication de l'analphabétisme, rencontrant un succès considérable. (Berjaud, 2019) (Ortega & Rodriguez, 2008)

La nationalisation de l'industrie pétrolière (Delcas, 2007), qui a constitué une source majeure de revenus pour le pays, a permis au gouvernement de Chávez d'avoir un contrôle accru sur les ressources stratégiques. Ces fonds ont été réinvestis dans des projets sociaux, contribuant à une expansion de la classe moyenne et à une amélioration du niveau de vie de nombreux Vénézuéliens. (Courrier international, 2013)

La politique étrangère de Chávez a également laissé une empreinte significative. En cherchant à réduire la dépendance du Venezuela à l'égard des États-Unis, il a établi des alliances avec d'autres nations latino-américaines, notamment avec Cuba, et a promu une vision alternative du développement régional. (Azicri, 2009)

Cependant, la concentration du pouvoir sous Chávez a suscité des inquiétudes quant à la santé de la démocratie au Venezuela. Des réformes constitutionnelles (Trigo 2007) ont prolongé les mandats présidentiels et renforcé l'exécutif, générant des préoccupations concernant la suppression de contrepoids institutionnels. (Mouvements.info., 2007)

Le style de *leadership* charismatique de Chávez a parfois été critiqué pour sa polarisation de la société vénézuélienne. Ses relations avec l'opposition et les médias ont été tendues, et son discours anti-impérialiste a entraîné des frictions avec les États-Unis. (Gonzalez, 2019)

La gestion économique du gouvernement a été confrontée à des défis majeurs, avec une dépendance excessive aux revenus pétroliers, ce qui a rendu l'économie vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole. La nationalisation de certaines industries a également été critiquée pour son impact sur l'efficacité et la compétitivité du secteur privé. (Cheatham, 2023)

LA TRANSITION DIFFICILE APRÈS LA MORT DE CHÁVEZ

La disparition d'Hugo Chávez en 2013 a marqué un moment crucial dans l'histoire politique du Venezuela, ouvrant la voie à une transition de pouvoir vers son successeur, Nicolas Maduro toujours à la tête du pouvoir aujourd'hui. Nicolas Maduro, (Sjv, 2023) ancien chauffeur de bus et syndicaliste, avait été un proche collaborateur de Chávez et avait occupé le poste de vice-président.

Son accession à la présidence a été précédée par une polarisation politique intense et des élections présidentielles contestées en 2013. Maduro a remporté de justesse ces élections, mais l'opposition a rapidement contesté les résultats, alimentant un climat politique tendu. (*Élection de Nicolas Maduro à la présidence du Venezuela* | *Evenements* | *Perspective Monde*, s. d.-b)

La transition a eu lieu dans un contexte de difficultés économiques croissantes. Maduro a hérité d'une économie déjà affaiblie par des politiques de contrôle des prix, des pénuries alimentaires et des taux d'inflation élevés. La dépendance continue aux revenus pétroliers et les fluctuations sur les marchés mondiaux ont exacerbé ces problèmes, entraînant une crise économique persistante qui a eu des répercussions sur la vie quotidienne des Vénézuéliens. (Linares, 2013) (Posado, 2019)

La légitimité du gouvernement de Maduro a été fortement contestée, notamment après les élections de 2018, alimentant des manifestations de masse et des tensions politiques (Mouketou, 2018). Des voix nationales et internationales ont remis en question la validité des élections et ont appelé à des réformes démocratiques. L'opposition, dirigée en partie par Juan Guaidó, a déclaré l'illégitimité de Maduro, et au nom de plusieurs articles de la constitution vénézuélienne, s'autoproclame président par intérim. Il sera soutenu par plusieurs États, notamment les États-Unis (Boersner, 2020). Parallèlement il est, de 2019 à 2021, président de l'Assemblée nationale mais son élection est contestée aussi. (Delcas, 2022)

La période post-Chávez a également été marquée par des préoccupations croissantes en matière de droits de l'homme. Les rapports d'abus, de répression politique et de violations des libertés civiles ont attiré l'attention de la communauté internationale. La détérioration de l'État de droit et l'utilisation de tactiques autoritaires pour réprimer l'opposition ont contribué à une image controversée du régime de Maduro. (Human Rights Watch, 2019)

La situation au Venezuela a suscité des réponses divergentes de la part de la communauté internationale. Certains pays ont reconnu Maduro comme président légitime, tandis que d'autres ont exprimé leur soutien à l'opposition. Des tentatives de médiation et de négociation ont été entreprises, mais la résolution de la crise politique reste évasive.

ÉCONOMIE ET POLITIQUE SOUS NICOLAS MADURO

La dépendance historique au pétrole du Venezuela a été exacerbée par les politiques économiques menées sous Maduro. Au lieu de diversifier l'économie, le gouvernement a maintenu une concentration excessive sur le pétrole, ce qui a rendu l'économie vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux. Les tentatives de contrôle des prix et la nationalisation d'entreprises ont découragé l'investissement privé, contribuant ainsi à la diminution de la production nationale. (¿Cómo explicar la catástrofe económica venezolana ? | Nueva sociedad, 2018)

La mauvaise gestion économique, caractérisée par des politiques interventionnistes, des contrôles de change stricts et la manipulation de la monnaie, ont conduit à une hyperinflation dévastatrice (¿Cómo explicar la catástrofe económica venezolana ? | Nueva sociedad, 2018b). La dépréciation constante du Bolivar (monnaie vénézuélienne) a créé des coûts de production élevés, limitant la capacité des entreprises à maintenir une production soutenue. Cette hyperinflation a contribué à une détérioration rapide du pouvoir d'achat des citoyens.

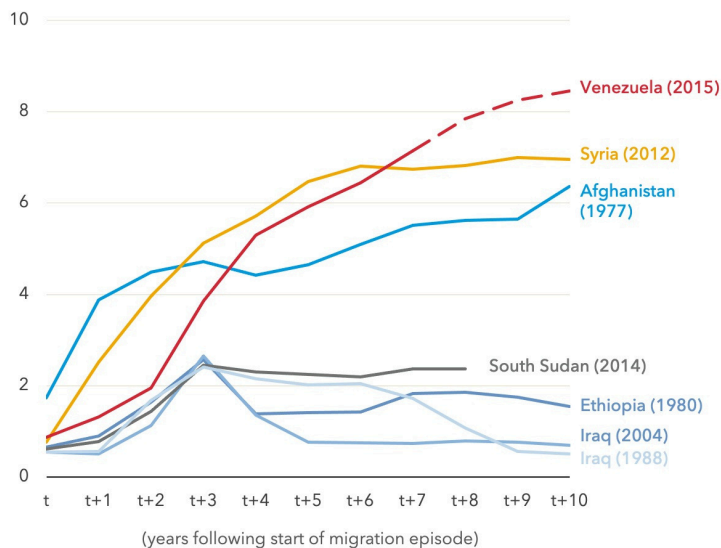
La concentration du pouvoir politique entre les mains de Maduro a créé un environnement où la corruption s'est généralisée. Des rapports indiquent des cas de détournement de fonds, de collusion avec des acteurs économiques corrompus, et de racket dans la distribution des biens. Cette corruption a entravé la distribution équitable des ressources et contribué à des pénuries généralisées. (Kingpins and corruption, 2017) (L'Humanité, 2023)

La politique intérieure autoritaire de Maduro a suscité des critiques pour la répression des opposants politiques et des manifestations. Cette situation politique tendue a eu des répercussions directes sur l'économie en décourageant l'investissement et en créant un climat d'incertitude. La crise humanitaire, résultat des pénuries et des difficultés économiques, a engendré des problèmes de santé, de malnutrition et des conditions de vie précaires. (Human Rights Watch, 2023)

La crise économique et les pénuries ont également conduit à des mouvements massifs de population, avec des Vénézuéliens fuyant le pays à la recherche de conditions de vie meilleures (Epstain & al., 2019). La crise migratoire atteint son apogée au cours de la seconde moitié de la décennie 2010, avec des pics migratoires notables à partir de 2015 (Renaudat, 2015). La crise a été alimentée par une combinaison de facteurs. La dépendance excessive aux revenus pétroliers, la mauvaise gestion économique, la corruption généralisée et les politiques controversées du gouvernement ont contribué à l'effondrement économique du pays. L'hyperinflation a entraîné une dévaluation constante de la monnaie, créant des pénuries de produits de base, des difficultés d'accès aux soins de santé et une détérioration des conditions de vie. Par conséquent à partir de 2015, le Venezuela a été le témoin d'une augmentation significative du nombre de migrants fuyant le pays.

Historic migration episode

More than 7 million Venezuelans have left the country since 2015, with 1.4 million more expected to migrate by 2025.
(millions of migrants)



Sources: IMF's World Economic Outlook, World Development Indicators, United Nations Refugee Agency, and IMF staff estimates.



Graphique n°1 : Evolution de l'émigration vénézuélienne depuis 2015 et prospective à l'horizon 2025 (en rouge) et comparaison avec d'autres pays ayant connu des épisodes de migration. © Fond monétaire mondial

Les principales causes des crises migratoires sont la pénurie alimentaire, la crise médicale, l'insécurité croissante et le délabrement des services publics. Les Vénézuéliens ont été confrontés à des difficultés extrêmes pour subvenir à leurs besoins quotidiens et garantir la sécurité de leur famille (Statista, 2023). Les hôpitaux manquent de fournitures médicales de base, les taux de criminalité ont augmenté et la pauvreté s'est généralisée, incitant de nombreux citoyens à partir à la recherche de conditions de vie plus stables. (Amnesty International, 2023)

La crise migratoire vénézuélienne a eu des répercussions considérables à l'échelle régionale et internationale. Les pays voisins, en particulier ceux de l'Amérique latine, ont été confrontés à un afflux massif de réfugiés et de migrants vénézuéliens. Les crises migratoires ont créé d'importants défis pour les gouvernements d'accueil, notamment en matière d'intégration, d'accès aux services sociaux et de gestion des tensions potentielles. De plus, l'immigration vénézuélienne dans la région a profité à des acteurs du crime organisé régional en utilisant les populations fuyant le pays pour leurs activités illégales. La crise a également suscité une réponse internationale, avec des organisations humanitaires et des pays offrant une aide humanitaire et des efforts pour aborder la crise de manière collaborative.

Économie, partenariats, influence : triumvirat de facteurs de puissance du Venezuela

RÉDIGÉ PAR NICOLAS POUSSIN



Image n°7 : Le président vénézuélien Nicolas Maduro avec son homologue iranien Ebrahim Raisi, à Téhéran, en Iran, en juin 2022.
© AP - Vahid Salemi

Le Venezuela est un État sud-américain particulièrement ancré dans le paysage politique régional. Son influence s'exerce aussi bien sur des acteurs étatiques que sur les cartels de la drogue, amenant depuis toujours une prudence du côté américain, européen et brésilien. Aujourd'hui, la Russie l'a intégré comme un pays « allié », diffuseur de ses ambitions sur le continent. Un triumvirat de puissance est ainsi disponible pour Caracas, qui joue sur tous les tableaux.

UNE ÉCONOMIE EN DEMI-TEINTE

Les crises économiques à répétition avaient poussé le Venezuela à rouvrir les investissements aux capitaux occidentaux, principalement dans le secteur de l'énergie. Cette double interaction avec l'Occident et la Russie – qui est par ailleurs croissante – est un lien qui inquiète outre mesure les États-Unis, d'où une pression accrue ces dernières années. Il y a un peu plus de 10 ans, Vladimir Poutine, alors Premier ministre, déclarait que « l'Amérique latine est en train de devenir un maillon important dans le monde multipolaire en formation ».

Quelque part, ce phénomène réel de repolarisation mondiale – mais en 2024, il est encore difficile de dire si le monde est bipolaire ou multipolaire – montre l'imbrication du continent sud-américain à une chaîne économique diversifiée. L'économie se retrouve intégrée à la mondialisation non sans difficultés. Néanmoins, le Venezuela de Nicolas Maduro, diffère de la position de nombreux États latino-américains. Stephen Blank, un chercheur expert de la Russie, différencie les relations restant purement commerciales et diplomatiques, des relations qui tournent aux « parties prenantes ». C'est principalement le cas du Venezuela, du Nicaragua, de la Bolivie et de Cuba. Ce fléchissement, orchestré par Maduro, s'est globalement manifesté par son soutien total dans le conflit en Ukraine à la Russie ; un allié capable de l'aider à se maintenir au pouvoir. De fait, la Russie est la bienvenue pour investir des fonds pour la construction d'un gazoduc reliant l'Argentine à la Bolivie et au Venezuela. Ceci marque la compétitivité très forte sur le plan régional quant à l'attractivité des différents États.

Les raisons de ce dévissage étatique sont d'abord conjoncturelles. Les prix du pétrole ont subi de grosses variations. La demande mondiale, chinoise en particulier, s'est affaïssée avec la pandémie. Cependant, elles sont aussi structurelles car les autorités vénézuéliennes n'avaient pas envisagé une telle éventualité. Le pays n'était pas préparé à résister à un tel choc. La chute a été aggravée par les sanctions des États-Unis : « Punis pour leur dérive autoritaire mais peut-être surtout comme contestataires de l'ordre hémisphérique, les Vénézuéliens ne pouvaient pratiquement plus vendre leur pétrole sur le marché mondial. » Depuis quelques mois, « on sent une remontada. ». La Russie, en attaquant l'Ukraine le 24 février 2022, a bouleversé la donne économique et diplomatique. La guerre en Europe a provoqué un tsunami des prix pétroliers. La Russie a été privée d'accès au marché des États-Unis et européen. Les producteurs concurrents entrent en jeu comme le Venezuela. « Hier ostracisé par les États-Unis, il est aujourd'hui courtisé. » Les raisons de l'excommunication du Venezuela par Washington s'appliquent désormais à la Russie. La mise à l'index de Moscou, deuxième producteur mondial, a créé un manque. Après la visite le 5 mars dernier d'émissaires envoyés par Joe Biden à Caracas, le pétrolier nord-américain Chevron, l'espagnol Repsol et l'italien ENI ont pu reprendre leurs activités vénézuéliennes, suspendues indéfiniment jusque-là par les décisions de la Maison-Blanche grâce à un package de sanction en partie unilatérale. Nicolas Maduro a, à ce titre, effectué du 7 au 15 juin, un tour international visant à renforcer un retour au monde. De multiples accords ont été signés avec des pays très différents comme la Turquie, l'Algérie, l'Iran, le Qatar et le Koweït. Nonobstant, cela reste surtout un succès en demi-teinte qui devra continuer d'être étudié.

DES PARTENARIATS MULTIPOLAIRES

Plusieurs ambassades ont été ouvertes par Téhéran ces dernières années, comme à La Paz, en Bolivie. La Bolivie, en retour, a déplacé sa représentation au Moyen-Orient du Caire à Téhéran. Depuis 2012, est observable un va-et-vient régulier annuel de haut niveau entre gouvernants, ministres iraniens et latino-américains. Des traités commerciaux sont signés. En cela, le Venezuela doit essayer de tirer parti de ses atouts pour émerger et devenir prioritaire avec Téhéran : devenir le premier acteur latino-américain avec la république islamique.

Entre autres, les projets entre Téhéran et Caracas concernent le pétrole et l'énergie, mais aussi les chantiers navals par exemple, le groupe Sadra a construit en Iran quatre pétroliers géants de type Aframax pour la société vénézuélienne PDVSA, ou encore d'autres investissements industriels comme la construction d'une usine de tracteurs au Venezuela. Leur participation commune à l'OPEP permet ces derniers temps d'accroître le dialogue. Le Venezuela qui a ranimé l'esprit de Bandung¹ et l'anti-impérialisme, a introduit l'Iran dans son réseau d'alliés. L'Iran est ainsi devenu en 2007 observateur de l'ALBA, l'Alliance bolivarienne des peuples de notre Amérique, constituée de dix pays, l'Antigua-et-Barbuda, la Bolivie, Cuba, Dominique, l'Équateur, le Nicaragua, Sainte-Lucie, Saint-Christophe-et-Niévès, le Suriname, le Venezuela.

La Russie est aussi un partenaire d'exception. On y distingue la signature d'accords portant sur d'importantes ventes d'armes, sur des échanges commerciaux, une meilleure coopération économique, des vols et démonstrations de bombardiers stratégiques russes ainsi que des exercices navals conjoints. Les offres russes de ventes d'armes et de lancements spatiaux sont adressées particulièrement au Brésil et au Venezuela. Sur cette question, ce partenariat a montré que le Venezuela pouvait agir comme un détonateur d'une course aux armements continentale.

UNE INFLUENCE MULTIVECTORIELLE

Le cas de l'Essequibo est le dernier exemple montrant un souhait de retrouver la puissance de l'État vénézuélien. Outre l'influence qu'exerce un État, celui-ci est bien évidemment lui-même influencé. L'Iran est l'un des acteurs convergents des initiatives en Amérique du Sud. Ces deux ensembles géographiques ont surpris tant « ils n'avaient *a priori* pas d'atomes crochus aux plans politique, culturel ou historique, mais aussi par la densité qu'elles ont acquise avec le temps, couvrant la diplomatie et un large éventail de coopérations ». (Kourliandsky, 2012) Comme point commun, l'opposition et la lutte contre l'Occident sont des éléments leur permettant d'entretenir des relations solides. Les contacts entre responsables montent régulièrement en puissance depuis quelques années. Mahmoud Ahmadinejad, ancien président de la République islamique de 2005 à 2013, a effectué en juin 2012 un périple latino-américain.

1 : En référence à la Conférence de Bandung de 1955.

L'ancien vice-président Ali Saedlo s'était rendu en mai à Cuba, en Bolivie, au Nicaragua et au Venezuela. Le chef de l'État vénézuélien, Hugo Chávez ², s'est quant à lui rendu à Téhéran à neuf reprises entre 2000 et 2010, dont six fois entre 2006 et 2010, inquiétant des responsables états-uniens. Cependant, à ce moment-là à Téhéran, des voix s'élèvent pour critiquer cette orientation diplomatique. De fait, le consensus est loin d'être clair. Pourtant, les faits reflètent « une gesticulation diplomatique incontestable et croissante entre l'Iran et un certain nombre de pays latino-américains ». (ibid).

2 : Nicolas Maduro est son dernier vice-président.

Quelle influence vis-à-vis de la Russie ? Des deux côtés, même si le souhait est là, la crise économique de 2008 entraîne toujours des conséquences en 2024, y compris avec la pandémie de Covid-19. De chaque côté, la réponse aux besoins de l'autre n'est pas complète. Le Venezuela est dépendant de sa gestion nationale de l'énergie et des matières premières. Aussi, le développement des échanges russes avec la région reste modéré et la croissance n'est pas significative. L'influence reste plus politique et sécuritaire.



Une exploitation pétrolière centrale devenue une source de problèmes

RÉDIGÉ PAR ANGÈLE CANAGUIER



Image n°8 : Le territoire de l'Essequibo au Guyana est revendiqué par Caracas qui a récemment délivré des licences pour en exploiter les ressources pétrolières © Matias Delacroix, AP

Le Venezuela est devenu un pays pétrolier au début du XXe siècle. Dans les années 1920, Caracas est passé du statut de pays le plus pauvre, à la croissance économique la plus rapide du continent sud-américain. Aujourd'hui, considéré comme l'État possédant les plus importantes réserves d'hydrocarbures au monde, devant l'Arabie saoudite, estimées entre 300 et 500 milliards de barils, les réserves vénézuéliennes de pétrole sont estimées pour une durée de 330 ans. La richesse des sols permettrait au pays de se développer, toutefois, les autorités vénézuéliennes ne parviennent pas à exploiter ses ressources en hydrocarbures. La production n'a cessé de baisser depuis des dizaines d'années, due aux décisions du gouvernement. Lorsque l'État a pris le contrôle de l'entreprise PDVSA (Petroleos De Venezuela SA) et a fait le choix de licencier massivement les grévistes, cela a entraîné un exode massif de cadres, d'ingénieurs et de techniciens expérimentés, provoquant ainsi une perte significative de savoir-faire et d'expertise. Cette défection a eu des conséquences directes sur la gestion opérationnelle, la maintenance et le développement des infrastructures pétrolières, sapant l'efficacité de l'industrie.

Sur le plan international, la nationalisation de l'industrie pétrolière a conduit à l'isolement du Venezuela. Les relations avec les entreprises pétrolières étrangères ont été rompues, réduisant les opportunités de partenariats, d'accès à des technologies avancées et d'investissements étrangers bénéfiques pour le développement économique. La dépendance pétrolière représentant 90 % des exportations du pays, a contribué de manière significative aux défis économiques auxquels le pays est confronté actuellement.

Afin d'augmenter l'extraction d'hydrocarbures, l'État a besoin d'investissements pour construire des infrastructures, mais les entreprises étrangères n'ont plus confiance en le gouvernement vénézuélien. Les moyens financiers nécessaires sont d'une ampleur considérable, et dans le contexte actuel, il est difficile de garantir que les investissements engagés aboutiront à des retours positifs. Les tensions avec les pays occidentaux ont également été la source de grandes difficultés.

Les actions anti-démocratiques, le non-respect des droits de l'Homme, ou encore la crise économique, ont eu pour conséquence le gel d'actifs, l'interdiction de transactions financières et des restrictions sur les exportations de certains produits vers le Venezuela. En 2019, l'embargo américain a privé l'État vénézuélien d'exporter ses ressources en hydrocarbures aux entreprises américaines, ainsi que l'utilisation du système bancaire des États-Unis, dont disposent les pays pour effectuer la majorité des transactions commerciales mondiales. Caracas s'est retrouvé isolé sur la scène internationale et les défis déjà présents se sont aggravés à travers la crise économique et humanitaire. Le pays a pu néanmoins contracter des crédits auprès de puissances comme la Chine et la Russie, qui bénéficient de conditions très favorables puisque peu de pays veulent aider financièrement Caracas. Ces sommes prêtées sont principalement remboursées en barils de pétrole. En février 2022, la situation évolue, la guerre en Ukraine a entraîné une pénurie de pétrole à l'échelle mondiale. Pour remplacer le pétrole russe, Washington s'est vu renégocier les sanctions imposées, afin de sécuriser ses approvisionnements en hydrocarbures. L'objectif du gouvernement de Nicolás Maduro est de faire lever les sanctions imposées par les pays occidentaux. Dans cette optique, le pays pourrait recevoir des financements, lui permettant ainsi d'améliorer les conditions de vie au sein du pays. Les élections présidentielles prévues pour 2024, joueront un rôle charnière dans les relations avec ces pays.

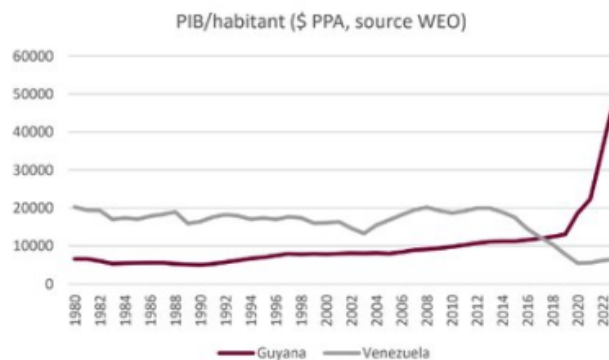
LES ENJEUX DU CONTENTIEUX TERRITORIAL GUYANA-VENEZUELA

Depuis 1966, le Venezuela revendique l'Essequibo, une région du Guyana de 160 000 km qui représente les 2/3 du pays. Dans cette zone géographique, vivent environ 120 000 guyanais soit 1/5 de sa population totale. Bien que ces revendications ne soient pas récentes, la montée en puissance de l'industrie pétrolière guyanaise a considérablement renforcé l'importance stratégique de l'Essequibo. Les frontières communes actuelles ont été établies sous la colonisation anglaise, par la Cour d'Arbitrage de Paris en 1899. Le Venezuela réfute la décision en vigueur, souhaitant que le fleuve Essequibo fasse office de frontière naturelle, comme ce fut le cas du temps de la colonisation espagnole en 1777. En 2015, la découverte d'importants gisements pétroliers offshore dans la région, accentue les tensions.

Depuis, Caracas a intensifié les pressions sur le Guyana, avec une hausse de la militarisation aux frontières. Le 3 décembre 2023, un référendum consultatif a été organisé pour déterminer l'intégration de l'Essequibo renommé "Guayana Esequiba", obtenant une majorité absolue avec une faible participation. De son côté, le Guyana a saisi la Cour internationale de Justice (CIJ) pour déterminer définitivement la souveraineté sur le territoire de l'Essequibo. Néanmoins, le Venezuela ne reconnaît pas cette instance.

LE GUYANA, UN PETIT PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Les sols riches de l'Essequibo avec la présence de minerais et de pétrole, font du Guyana le premier pays au monde en termes de réserves de pétrole par habitant. Ce petit pays d'Amérique latine est devenu l'un des pôles les plus attractifs de la région, en accueillant des entreprises étrangères telles que l'entreprise américaine ExxonMobil, qui a permis la découverte de ces ressources ou encore la société chinoise Bosai Minerals Group. Les entreprises chinoises possèdent environ 20 % des autorisations d'exploitation des sites pétroliers, et elles financent également des infrastructures énergétiques et routières, ainsi que des équipements et des véhicules pour sécuriser les exploitations offshore. Le pays possède un PIB de 15,36 milliards de dollars (US), en parallèle de l'exploitation de ses ressources hydrocarbures, le Guyana est un producteur de sucre et de riz, le secteur de l'agriculture représente 20 % de son PIB. Le territoire guyanais est aussi constitué de minerais dont la bauxite et l'or. À l'inverse de son voisin, Georgetown a toujours eu une croissance économique faible, mais grâce à la découverte de réserves hydrocarbures, est observable une évolution exponentielle. En 2022, la croissance économique du pays a atteint 62 % lui offrant la progression la plus élevée au monde.



Graphique n°2 : Evolution du PIB par habitant du Guyana et du Venezuela en \$ © Sylvain Bersinger/La Tribune

Dans le contexte du conflit territorial autour de l'Essequibo, la menace vénézuélienne planant sur le Guyana suscite des préoccupations majeures, notamment pour les compagnies pétrolières opérant dans la région. Le Guyana, conscient de cette menace, a même envisagé la possibilité d'accueillir des armées étrangères pour dissuader toute éventuelle attaque de son voisin. Bien que les deux nations aient exprimé leur volonté de résoudre ce conflit par des voies diplomatiques, lors de la rencontre des deux dirigeants à Saint-Vincent et les Grenadines, les tensions se sont accentuées.



Photo n°9 : Poignée de main entre le président du Venezuela, Nicolas Maduro (à droite), et son homologue du Guyana, Irfaan Ali (à gauche), lors d'une rencontre à Saint-Vincent-et-les-Grenadines le 14 décembre 2023. ©AFD

Récemment, l'ancienne colonie anglaise, membre du Commonwealth, a accueilli la présence d'un navire militaire de patrouille britannique au large de ses côtes, déclenchant une réaction immédiate de Caracas, qui a annoncé la mobilisation de plus de 5000 soldats dans des exercices défensifs. Le Guyana est en proie à une instabilité interne et une crise politique, qui profite aux exploitants étrangers.

Contrairement au Venezuela, le pays n'a pas choisi un développement autonome ni une politique étrangère autonome. Ce cadre profite aux autres nations afin d'exploiter les ressources naturelles, et de gagner en influence en s'implantant dans la région stratégique des Caraïbes. On observe par ailleurs cette même activité étrangère au Suriname, avec les entreprises européennes et américaines. Cette présence occidentale vient rivaliser avec l'influence de la Chine et de la Russie sur le continent, accentuant les conflits externes et internes.

L'invasion du Guyana par le Venezuela aurait de lourdes conséquences sur la stabilité de l'ensemble de la région, mais donnerait également lieu à de nouvelles sanctions pour Caracas qui tente de renouer des liens économiques avec les pays occidentaux. Les discours nationalistes et les intimidations envers le Guyana, qui furent soutenus par les États-Unis, ne résoudront pas les problèmes présents au Venezuela. Le pays doit trouver une solution afin de mieux exploiter ses réserves de pétrole et de devenir un partenaire commercial énergétique de premier plan, offrant ainsi une voie vers une stabilité économique à long terme pour le Venezuela.



Conclusion

RÉDIGÉE PAR MÉLANIE GARIGLIO

Ainsi, depuis son indépendance, le Venezuela a été marqué par des périodes alternées de prospérité et de difficultés. Actuellement, le pays traverse une crise multidimensionnelle majeure, confronté à d'importants défis socio-économiques et à la frustration de posséder des richesses inexploitées. Cependant, un virage positif se dessine à travers les récentes avancées des négociations entre le gouvernement de Nicolas Maduro et l'opposition. Un accord a été conclu pour la tenue d'élections présidentielles au second semestre de 2024, conformément au calendrier constitutionnel, signalant un changement encourageant. La guerre en Ukraine a également remis en lumière l'importance stratégique du Venezuela dans l'approvisionnement en pétrole, mettant ainsi fin à son isolement. Selon Christophe Ventura, directeur de recherche chez l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), et spécialiste de l'Amérique latine, les prochaines élections seront déterminantes pour le futur des Vénézuéliens, plusieurs années seront nécessaires pour permettre au pays de sortir de la crise. Malgré les défis persistants, l'engagement envers le dialogue et les perspectives électorales offrent une opportunité concrète pour le pays de surmonter ses difficultés actuelles et de s'engager sur la voie d'une véritable transformation vers la stabilité et la prospérité.



LE CAS DES ENFANTS SOLDATS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

RÉDIGÉ PAR CASSANDRE NIZAN



Image n°10: Des enfants pendant un rassemblement de Thomas Lubanga, ancien chef de l'Union des patriotes congolais (UPC). © Anthony Njuguna/ Reuters

En 1996, Jeanne est une jeune fille de seize ans. Toutefois, sa vie bascule quand elle est recrutée de force par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (ADFL). Elle témoigne plus tard à Amnesty International : « J'ai été recrutée à Goma alors que je rentrais de l'école. Sur la route, il y avait des soldats dont le véhicule avait l'air en panne. C'était en fait un piège. C'est là que j'ai été entraînée et c'est de là que nous avons commencé à marcher sur Kinshasa. Parce que nous avons été emmenés de force alors que nous rentrions de l'école, nos parents n'ont pas su ce qui nous était arrivé. À ce jour, je ne sais pas si mes parents sont vivants. Et même s'ils le sont, ils ne savent pas ce qui m'est arrivée. » C'est ainsi que Jeanne devient une enfant-soldate.

Selon l'ONU, en 2018, un enfant sur six vit dans une région du monde touchée par la guerre. Les enfants ainsi que leurs droits sont bafoués, ils deviennent les premières victimes des violences et des exploitations. De nombreux enfants deviennent ce qu'on appelle des enfants-soldats. Mais qu'est-ce qu'un enfant-soldat ? Selon les principes de Paris de 2007, cela fait référence à « toute personne de moins de 18 ans qui est ou qui a été recrutée ou utilisée par une force armée ou un groupe armé ».

L'UNICEF, en 2023, estime qu'environ 300 000 mineurs sont enrôlés de force dans des groupes armés. Les chiffres sont d'autant plus inquiétants que chaque année, l'ONU recense des enfants âgés de 8 ou 9 ans associés à des forces armées. La présence massive de ces jeunes recrues préoccupe grandement les institutions internationales comme l'ONU et la Croix-Rouge.

LE CAS INQUIÉTANT DES KADOGOS : UN PHÉNOMÈNE LOIN D'ÊTRE NOUVEAU

Il existe différents processus d'intégration des enfants aux forces armées. Certains sont enlevés et battus pour les soumettre aux ordres, tandis que d'autres sont dits « volontaires ». Ils rejoignent des groupes militaires par absence d'éducation, pour échapper à la pauvreté, pour défendre leur communauté ou encore par sentiment de vengeance.

En République Démocratique du Congo, les enfants-soldats sont nommés les Kadogos (Kadogo signifie « petit » en kiswahili). La RDC est l'un des pays au monde qui compte le plus grand nombre d'enfants-soldats.

Dans le contexte des guerres, des organisations de la société civile congolaise estiment les premiers recrutements de mineurs au sein de forces armées en 1996, notamment parmi l'AFDL. Cette pratique s'est démocratisée dans le cadre des conflits rwandais et ougandais. En parallèle, cet enrôlement d'enfants se développe considérablement par la rébellion. Les kadogos constituent une figure emblématique de la guerre de libération.

Bien que le recrutement officiel des jeunes de moins de dix-huit ans soit condamné par le droit international depuis 1997, la problématique des enrôlements n'est pas résolue. La présence de combattants mineurs, aussi bien dans les forces militaires nationales que dans les rangs de groupes rebelles est constante et notoire. En effet, depuis le début des années 2000, le recrutement des enfants-soldats constitue une tactique utilisée par les groupes politiques armés, où jusqu'à 40 % de leurs milices étaient composées d'enfants.



Carte n°1: Carte des enfants dans des conflits armés dans le monde.
Nations unies. 2015 © UN

LE TRAITEMENT DES ENFANTS DE GUERRE : TUEUR OU ÊTRE TUÉS

Tandis qu'il se rend à l'école, Thomas âgé de treize ans, en 1996, est recruté dans le Nord-Kivu. Il a été ensuite envoyé au camp d'entraînement de Mushaki pendant cinq mois. « Les traces que j'ai sur tout mon dos sont dues aux commandants du camp qui m'infligeait 40 coups de crosses de fusils chaque fois que je ne parvenais pas à faire comme un adulte les exercices quotidiens ou bien si je m'endormais pendant mes tours de garde.

En raison des coups, deux de mes amis dans le camp sont morts. Les soldats les ont enterrés dans les toilettes. Je pense toujours à eux ». Aujourd'hui, Thomas ne peut plus retrouver l'usage total de ses jambes.

Au cours de leur formation, les mineurs subissent généralement des traitements violents, dégradants, et dans certains camps, des enfants sont morts dans des conditions déplorables. Bien que la vie dans les camps d'entraînement soit dangereuse, ces enfants sont très vite rattrapés par la réalité de la guerre. En effet, ces derniers participent directement aux combats. Cependant, leur rôle ne se limite pas qu'au front. Andrew Brooks, conseiller régional de l'UNICEF explique qu'un enfant-soldat « joue un rôle de soutien. » Ces enfants, à bout de leur endurance physique et psychologique, remplissent des tâches variées, allant de combattants à cuisiniers, transporteurs de matériel et de vivres, à espions ou bien esclaves sexuels. Ils sont souvent victimes d'abus et la plupart d'entre eux sont témoins de morts, de meurtres et de violences sexuelles. Beaucoup sont contraints de commettre des actes de violence. Aussi, un certain nombre d'entre eux est utilisé en chair à canon en faisant office de bouclier humain pour protéger les autres soldats. En effet, l'utilisation d'enfants pour des actes terroristes tels que les kamikazes est devenue un phénomène de guerre moderne.

UN CERCLE VICIEUX QUI NE DÉSEMPLIT PAS

Malgré les efforts des Nations Unies pour « libérer les enfants » les chiffres sont en hausse. Même si depuis 2021, 17 500 enfants ont été relâchés, il ne s'agit que de « la pointe de l'iceberg » pour Édouard Beigbeder, le représentant de l'Unicef en RDC. En 2023, le Comité international de la Croix rouge (CICR) observe une hausse des recensements d'enfants-soldats dans les régions du Nord et du sud du Kivu. Ce phénomène est causé par une absence ou une fragilité d'un système protecteur. En effet, Anne-Sylvie Linder, cheffe de la sous-délégation du CICR affirme que « Quand les hostilités reprennent, il y a une augmentation du recrutement de la part des porteurs d'armes. Si l'on compare les deux dernières années, on a une augmentation, quasiment de 40 %. ».

Derrière ce terme générique « enfant-soldat » se cache une dure réalité. Non seulement privés de leurs droits et de leur enfance, les enfants-soldats sont exposés à des violences extrêmes.



Image n°11: John Baptist Sekubulwa. Kadogo, 2023.

Ces derniers sont réduits à la servilité, violentés, drogués, témoins et acteurs d'une brutalité inouïe, et souvent abusés sexuellement. La démobilisation n'est point une porte de sortie de cet enfer. Elle est synonyme de stigmatisation, de honte et de haine. Des questions demeurent : que deviennent ces enfants entraînés à devenir des monstres ? Comment condamne-t-on des enfants forcés à tuer ? Comment sont-ils reçus par leurs pairs traumatisés ? Toutes ces violences constituent de lourds traumatismes physiques et psychologiques qui hantent des générations d'enfants-soldats, quand ils ne sont pas tués.

BIBLIOGRAPHIE

Rapports :

Conflict Watchlist 2023 : Democratic Republic of Congo. (s. d.). Consulté 23 janvier 2024, à l'adresse <https://acleddata.com/conflict-watchlist-2023/drc/>

RD Congo : Intensification de la réponse humanitaire dans la province du Nord-Kivu - Rapport de situation (20 août 2023) | OCHA. (2023, août 23). <https://www.unocha.org/publications/report/democratic-republic-congo/rd-congo-intensification-de-la-reponse-humanitaire-dans-la-province-du-nord-kivu-rapport-de-situation-20-aout-2023>

RD Congo : Meurtres et viols commis par les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb. (2023, juin 13). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-meurtres-et-viols-commis-par-les-rebelles-du-m23-soutenus-par-le-rwanda>

Refugees, U. N. H. C. for. (s. d.). Refworld | Child Soldiers Global Report 2008—Congo, Democratic Republic of the. Refworld. Consulté 23 décembre 2023, à l'adresse <https://www.refworld.org/docid/486cb0f5c.html>

Mukosa, E. K. (2023). La protection des enfants pendant les conflits armés : Étude faite à Beni dans le Nord-Kivu. Parcours et Initiatives : Revue interdisciplinaire du Graben (PIRIG), 23, Article 23. <https://doi.org/10.57988/crig-2392>

Articles scientifiques :

Chapleau, P. (2018). Enfants-soldats, ces armes de destruction pas très mineures. Inflexions, 37(1), 13-23. <https://doi.org/10.3917/infle.037.0013>

Daxhelet, M.-L., & Brunet, L. (2013). Le vécu des enfants soldats. Cheminement psychique et transformations identitaires. *La psychiatrie de l'enfant*, 56(1), 219-243. <https://doi.org/10.3917/psy.561.0219>

Douville, O. (2013). Situations et destinées des enfants et des adolescents dans la guerre en Afrique. *Etudes sur la mort*, 144(2), 55-68.

Grappe, M. (2014). Enfants soldats, victimes de guerre. *Perspectives Psy*, 53(2), 158-165. <https://doi.org/10.1051/ppsy/2014532158>

Honwana, A. (2000). Innocents et coupables. Les enfants-soldats comme acteurs tactiques (T. Gordadzé, Trad.). *Politique africaine*, 80(4), 58-78. <https://doi.org/10.3917/polaf.080.0058>

Articles de presse :

Beni : La présence des enfants toujours signalée au sein des groupes armés (Parlement d'enfants). (2020, juin 16). Radio Okapi. <https://www.radiookapi.net/2020/06/16/actualite/securite/beni-la-presence-des-enfants-toujours-signalée-au-sein-des-groupes>

Comment réussir l'encadrement des enfants sortis des forces et groupes armés ? (2021, avril 12). Radio Okapi. <https://www.radiookapi.net/2021/04/12/emissions/okapi-service/comment-reussir-lencadrement-des-enfants-sortis-des-forces-et>

Encore plus de 300 000 enfants soldats dans le monde, en majorité sur le continent africain | TV5MONDE - Informations. (2023, février 12). <https://information.tv5monde.com/afrique/encore-plus-de-300-000-enfants-soldats-dans-le-monde-en-majorite-sur-le-continent-africain>

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231119-rdc-les-recrutements-d-enfants-soldats-en-nette-augmentation-dans-le-nord-et-sud-kivu>. (s. d.). RFI. Consulté 23 décembre 2023, à l'adresse <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231119-rdc-les-recrutements-d-enfants-soldats-en-nette-augmentation-dans-le-nord-et-sud-kivu>

L'ONU lance un cri d'alarme sur les enrôlements d'enfants soldats. (2023, novembre 19). RFI. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220325-l-onu-lance-un-cri-d-alarme-sur-les-enr%C3%B4lements-d-enfants-soldats>

Sitographie :

6 questions pour comprendre la problématique des enfants soldats en RDC - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb. (2017, février 10). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/6-questions-pour-comprendre-la-problématique-des-enfants-soldats-en>

Des milliers d'enfants continuent à être utilisés comme enfants soldats. (s. d.). Consulté 23 décembre 2023, à l'adresse <https://www.unicef.org/drcongo/communiqu%C3%A9s-de-presse/des-milliers-denfants-continuent-%C3%A0-%C3%AAtre-utilis%C3%A9s-comme-enfants-soldats>

Enfants Soldats. (s. d.). UNICEF. Consulté 23 décembre 2023, à l'adresse <https://www.unicef.fr/convention-droits-enfants/protection/enfants-soldats/>

Le conflit au Kasai, en République démocratique du Congo | UNICEF. (s. d.). Consulté 23 décembre 2023, à l'adresse <https://www.unicef.org/fr/sos-enfants/r%C3%A9publique-d%C3%A9mocratique-du-congo>

Le sort des enfants soldats | *Vision du Monde*. (s. d.). Consulté 23 décembre 2023, à l'adresse <https://www.visiondumonde.fr/je-m-informe/actualites-et-blog/nos-actualites/le-sort-des-enfants-soldats-causes-et-solutions/>

République démocratique du Congo : Les enfants soldats racontent leurs histoires. (s. d.).
Vinamont, S. (s. d.). Les enfants dans les conflits armés. WAPA. Consulté 23 décembre 2023, à l'adresse <https://wapainternational.org/fr/pourquoi-soutenir-les-enfants-soldats/>

Vinet, F. (s. d.-a). *Recrutement et utilisation d'enfants – Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés*. Consulté 23 décembre 2023, à l'adresse <https://childrenandarmedconflict.un.org/six-grave-violations/child-soldiers/>

Vinet, F. (s. d.-b). *Recrutement et utilisation d'enfants – Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés*. Consulté 23 décembre 2023, à l'adresse <https://childrenandarmedconflict.un.org/six-grave-violations/child-soldiers/>

Yuki. (2023, octobre 7). Child Soldiers in the Democratic Republic of the Congo. *The Borgen Project*.
<https://borgenproject.org/child-soldiers-in-the-democratic-republic-of-the-congo/>

LA COP 28 À DUBAÏ, VERS UNE IMPOSSIBLE SORTIE DES ÉNERGIES FOSSILES ?

RÉDIGÉ PAR LILIE LENOIR



Image n°12 : Photographie des différents chefs d'État lors de l'ouverture de la COP 28 à Dubaï, Émirats arabes unis.
© Fotografía oficial de la Presidencia de Colombia/Flickr

Enregistrée comme l'année la plus chaude jamais recensée, la fin de l'année 2023 est marquée par l'ouverture, le 30 novembre dernier, de la 28ème conférence des parties signataires de la convention cadre des Nations unies. L'édition se déroulant à Dubaï, aux Émirats arabes unis, se préoccupe principalement des changements climatiques. Sous l'égide du Sultan Ahmed Al-Jaber, homme d'affaires et ministre de l'Industrie et des Technologies avancées, la conférence se veut dans un premier temps comme un bilan des actions menées depuis les accords de Paris en 2015 dans une perspective de limiter le réchauffement climatique à 1.5 °C voire 2°C. De nombreux enjeux sont visibles à l'instar de la transition énergétique en accélérant la sortie des énergies fossiles au profit des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. De plus, l'adaptation au changement climatique afin de répondre aux aléas climatiques extrêmes ou encore la finance climat qui correspond à l'accroissement du soutien financier aux pays en développement sont convoquées. De surcroît, une importance est dédiée à la concrétisation de l'accord obtenu à la COP 27, visant à financer les pertes et préjudices subis par les pays vulnérables durement impactés par les multiples catastrophes climatiques.¹



Image n°13 : Le Sultan Al Jaber, président de la COP 28 à Dubai le 30 septembre 2023.
© AP Photo/Kamran Jebreil

UNE ORGANISATION AUX ÉMIRATS ARABES UNIS CONTESTÉE ET DES EFFORTS RELATIFS

Dès lors, le lieu d'organisation de cette conférence fait débat. En effet, l'émirat de Dubaï est très souvent remise en cause quant à ses émissions carbone, avec 26,5 tonnes d'équivalent de CO2 émises chaque année par habitant, trois fois plus qu'en France, sans pour autant oublier son modèle encore dépendant de la rente pétrolière ou encore les modes de vie des populations où de nombreux espaces sont climatisés.

1 Anne, B. (s. d.). COP28 : 28e conférence des parties sur les changements climatiques. Ministères Écologie Énergie Territoires. <https://www.ecologie.gouv.fr/cop28-presentation>

Dès le premier jour de la COP, des mesures ont été prises à l'instar de la concrétisation du fond « pertes et dommages » climatiques, synonyme d'une volonté d'action par l'ensemble des pays. Ce dernier prévoit d'apporter une aide financière adéquate aux pays jugés vulnérables face à ces risques climatiques. Néanmoins, ces volontés sont pourtant remises en cause par le trop faible apport financier et la mise en relief d'un trop grand décalage entre théorique et pragmatisme. Par exemple, l'Union européenne a promis de débours 245,39 millions de dollars pour venir en aide aux pays vulnérables dont 100 millions de dollars annoncés par l'Allemagne alors que les besoins réels sont estimés à 580 milliards de dollars par an. Alors qu'une multiplication des conflits et des tensions est perceptible dans le monde au long de l'année encourue, Simon Stiell, Nouveau Secrétaire exécutif du Secrétariat des Nations unies sur les changements climatiques a insisté sur la nécessité de collaborer pour lutter contre les changements climatiques, un domaine dans lequel les nations peuvent collaborer efficacement pour assurer un avenir durable aux populations et à la planète. Un engagement davantage significatif peut être convoqué, les États se sont entendus à tripler les capacités d'énergies renouvelables dans une perspective de doublement des gains en efficacité énergétique pour 2030.² Ce dernier se fait également dans l'optique de permettre à 700 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'électricité et donc de bénéficier à un accès pérenne à l'énergie.

UNE CRISPATION DES RELATIONS ENTRE LES PAYS DU MOYEN-ORIENT ET UN BRAS DE FER ENTRE L'OPEP ET MEMBRES DE LA COP 28

Revirement de situation, au lendemain de l'ouverture de la COP 28, l'Iran figure au abonné absent au sein de cette assemblée. En effet, la présence de délégations israéliennes jugée comme « contraire aux objectifs et aux lignes directrices de la conférence », par le chef de la délégation iranienne, le ministre de l'Energie, Ali Akbar Mehrabian. Par conséquent, cette dernière n'a pas hésité à prendre congé. Cette décision intervient à la lumière du conflit Israélo-Palestinien, où le régime islamique condamne les offensives militaires israéliennes sur le territoire de la Bande de Gaza tout en réaffirmant un soutien à la fois financier et militaire au Hamas, l'organisation ayant perpétré l'opération déluge Al-Aqsa le 7 octobre dernier.

S'ajoute à ces crispations diplomatiques, la question de la sortie des énergies fossiles qui reste toutefois épineuse. Alors que les négociations se sont multipliées, la publication d'un communiqué rédigé par le secrétaire général de l'OPEP en d'autres termes l'Organisation des pays exportateurs de pétrole demandant à ses membres de « rejeter proactivement » tout accord ciblant les énergies fossiles, tend à ternir considérablement le processus de négociation. S'ajoute à cela une posture ambivalente de l'hôte de cette conférence au travers de la figure du représentant des Emirats arabes unis, oscillant entre défense des énergies fossiles et priorité au développement des énergies renouvelables.

VERS UN ACCORD HISTORIQUE, SYMBOLE D'UN TERRAIN D'ENTENTE TROUVÉ

En ce 13 décembre 2023, soit le dernier jour de la COP 28, un accord historique a été trouvé entre les membres. Les dernières négociations se concentraient autour du choix du terme approprié oscillant entre un appel à la « réduction progressive » ou à « l'élimination progressive » des combustibles fossiles à l'instar du charbon, du gaz et du pétrole. Symbole de cette progressivité, des mesures seront prises afin de réduire les émissions de 43 % d'ici à 2030, puis la neutralité carbone d'ici 2050.



Image n°14 : Post instagram du compte officiel de la COP 28 à Dubaï félicitant l'Azerbaïdjan, hôte officiel de la COP 29, Instagram. (s. d.).

Nonobstant, la question des financements climatiques pour les pays du Sud sera largement traité dès le commencement de la COP 29 qui se tiendra en Azerbaïdjan au cours de l'année 2024. Le Nouvel Objectif Collectif Quantifié sera au centre des futures négociations qui en d'autres termes concernent le soutien financier engagé par les pays riches vis-à-vis des pays du Sud.

Alors que les pays du Nord n'ont pas versé les 100 milliards de dollars qu'ils devaient fournir aux pays du Sud, une potentielle hausse lors de la COP 29 pourrait voir le jour atteignant 3 000 milliards de dollars par an à l'horizon de 2030 et questionnant sans cesse les relations Nord/Sud.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de presse :

COP28 : Du discours de sultan Al-Jaber à la création du fonds de « pertes et dommages », revivez la première journée du sommet. (s. d.). Libération. https://www.liberation.fr/environnement/climat/en-direct-cop-28-suivez-louverture-et-la-premiere-journee-du-sommet-pour-le-climat-a-dubai-20231130_2B5VKCVWFBGRPE2CBCUUVGLA74/

Info, F. . (2023, 16 décembre). COP 28 : « C'est bien le début de la fin des énergies fossiles qui a été acté », explique François Gemenne. Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/zero-emission-podcast/cop-28-c-est-bien-le-debut-de-la-fin-des-energies-fossiles-qui-a-ete-acte-explique-francois-gemenne_6218316.html

Goar, M. (2023, 13 décembre). COP28 : un accord historique trouvé à Dubaï sur une « transition hors des énergies fossiles ». Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/12/13/cop28-ce-que-propose-le-texte-de-compromis-de-la-presidence-emirat_6205530_3244.html

Sitographie :

Anne, B. (s. d.). COP28 : 28e conférence des parties sur les changements climatiques. Ministères Écologie Énergie Territoires. <https://www.ecologie.gouv.fr/cop28-presentation>

Conférence de Dubaï 2023 sur les changements climatiques (COP 28). (s. d.). Climate Chance. <https://www.climate-chance.org/agenda/conference-dubai-2023-changements-climatiques-cop-28/>

Flourens, M. (2023, 21 décembre). COP 28 : Quel bilan ? - Oxfam France. Oxfam France. <https://www.oxfamfrance.org/climat-et-energie/bilan-cop28-2023/>

Instagram. (s. d.). <https://www.instagram.com/p/C0t-EAKJTp0/>

Press corner. (s. d.). European Commission - European Commission. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_6591

UNFCCC (s. d.). <https://unfccc.int/fr>

Vidéographie :

Le Dessous des Cartes - ARTE. (2023, 13 décembre). COP28 : énergies fossiles, le début de la fin ? | Le dessous des cartes - l'essentiel | ARTE [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=umkGqVo4Wec>

DYNAMIQUE DU DOMAINE SPATIAL JAPONAIS, ENTRE NON-MILITARISATION, COOPÉRATION INTERNATIONALE ET PROJETS SPATIAUX INTERCONNECTÉS.

RÉDIGÉ PAR JADE VATIN



Image n°15 : Lancement de la fusée H-IIA de l'agence spatiale nipponne Jaxa, le septembre 2023 © MASAKI AKIZUKI / Yomiuri / The Yomiuri Shimbun via AFP

” Les approches indiennes et japonaises se situent dans un registre totalement différent, puisque les deux principes fondateurs de leurs politiques spatiales respectives portent sur le caractère exclusivement civil de leurs activités spatiales et sur une forte dépendance, dès l'origine, à la coopération internationale, principalement américaine pour le Japon ”

Cette citation parue dans un article publié en 2019 et écrit par d'Isabelle Sourbès-Verger, Géographe, directrice de recherches CNRS, met particulièrement en relief les différentes stratégies spatiales qui règnent entre les nations. En effet, depuis la fin de la seconde guerre mondiale et suite à l'émergence de la guerre froide, une course à l'espace s'opère entre les nations. Toutefois, dans cette course effrénée, le Japon demeure en arrière et tend à prendre un chemin différent.

Non sans vouloir améliorer son domaine spatial, elle tente de combiner sa volonté de s'insérer en tant que puissance spatiale et sa contrainte pacifique liée à la Seconde Guerre mondiale.

À la fin de la guerre, le Japon, vaincu, s'est vu signer le traité de capitulation qui lui sommat de ne plus posséder d'armée et de ne plus tenter de guerre à autrui. De ce fait, sa constitution en fut modifiée, laissant apparaître l'article 9 régissant l'obligation de pacification du pays. En effet, Mc Douglas, chargé de restructurer le pays selon la vision occidentale, a insérer dans la constitution japonaise un article d'après lequel « Le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force (...) il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales ou aériennes, ou autre potentiel de guerre »¹.

Ce renoncement aux forces aériennes mène le Parlement japonais, la Diète, à voter, en 1969, la pacification de l'utilisation du spatial. Néanmoins, cela amène de nombreuses contraintes et la décision de l'utilisation strictement pacifique de l'espace est révisée en 1985 afin de permettre une commercialisation dans le domaine de l'espace.

1 Landreau, A. (2016). L'article 9 de la Constitution japonaise : Vers une résurgence de l'armée nipponne ? Revue Défense Nationale, 793(8), 97-102.
<https://doi.org/10.3917/rdna.793.0097>

LE JAPON, UNE PUISSANCE SPATIALE SEULEMENT AXÉE SUR LE DOMAINE SCIENTIFIQUE ?

"The Institute of Space and Astronautical Science" (ISAS) est l'un des premiers organismes spatiaux japonais, créé en 1964, principalement dédié à la recherche astrophysique. Aujourd'hui c'est l'agence *Japan Aerospace Exploration Agency* (JAXA), créée en 1990, qui se trouve en charge du domaine spatial japonais. Ce dernier est créé en 2003 et provient de la fusion des trois anciennes agences spatiales japonaises : l'Institut de sciences spatiales et d'aéronautique (ISAS), le Laboratoire national d'aérospatiale (NAL) et l'Agence nationale japonaise pour le développement spatial (NASDA).

Le Japon, bien que précédé par ses partenaires américains, se trouve particulièrement avancé dans le domaine technologique et les découvertes scientifiques. Il constitue l'un des pionniers dans les recherches scientifiques concernant les astéroïdes. Les sondes Hayabusa et Hayabusa 2 sont d'ailleurs particulièrement connues pour leurs contributions à la compréhension des astéroïdes. Elle a par ailleurs réussi à collecter de nombreux échantillons sur l'astéroïde Ryugu et Itokawa.

Cependant, comme le souligne Isabelle Sourbès-Verger, bien que le Japon n'ait pas l'intention de militariser son programme spatial, il semble toutefois nécessaire de renforcer ses capacités de défense dans le domaine spatial. Ce revirement s'explique suite au vol d'un missile nord-coréen au-dessus du territoire japonais. Ces derniers ont pris davantage conscience de leur vulnérabilité. Ils développent, de ce fait, de plus en plus leur capacité de défense tout en préservant le principe de pacifique de l'article 9 de la constitution. Elle développe de ce fait ses capacités de renseignements et d'observation grâce à ses satellites. Notamment avec l'envoi d'*Information Gathering Satellite* (IGS).

De surcroît, avec la JAXA, le Japon tend à ouvrir progressivement ses capacités militaires en 2012 permettant de renforcer encore davantage ses programmes d'autodéfense. Néanmoins, la constitution et le respect de la pacification restent des sujets sensibles au Japon. S'ajoute à cela le manque cruel de financement auquel fait face le domaine spatial japonais qui dépend fortement de ses partenaires.

UNE FORTE DÉPENDANCE À LA COOPÉRATION MONDIALE ?

Comme évoqué précédemment en citant Isabelle Sourbès-Verger, le Japon ainsi que l'Inde démontrent une forte dépendance à la coopération mondiale. Ces pays ont principalement misé sur des partenariats pour mener à bien les diverses missions spatiales. Différents organismes sont donc créés afin de permettre le bon fonctionnement des partenariats et du dialogue entre les pays. *The Asia-Pacific Regional Space Agency Forum* (APRSF) est une organisation créée en 1993 et qui rassemble de nombreux pays dans le monde afin de discuter du domaine spatial et de permettre une entente. De nombreux pays asiatiques y sont présents, ainsi que des pays africains, européens, américains etc...

L'ARPSAF effectue de nombreuses réunions, conférences afin d'assurer des échanges constants entre les pays. Ces activités couvrent un large éventail de domaines, tels que l'observation de la Terre, les communications par satellite, la recherche spatiale, l'exploration spatiale, la technologie spatiale, et d'autres aspects liés à l'utilisation pacifique de l'espace. Le siège de l'ARPSAF se trouve par ailleurs au Japon, démontrant la volonté de coopération émanant de ce dernier.

Cependant, en 2005, la Chine entreprend de créer un second organisme visant également à fédérer différents pays dans le domaine spatial. L'*Asia Pacific space cooperation organization* (APSCO) est alors créée. Cette organisation regroupe principalement des pays asiatiques. On retrouve, notamment, Bangladesh, Chine, Iran, Mongolie, Pakistan, Pérou, Thaïlande et Indonésie, Turquie, Mexique, et Égypte. Son siège se trouve à Beijing.

Depuis la guerre froide, voire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Japon se trouve dans une position de dépendance à l'égard des États-Unis, notamment en matière militaire, comme il a été précisé plus tôt. Pourtant, il est important de noter que la conquête spatiale semble être motivée davantage par des considérations militaires que scientifiques. Chaque progrès dans le domaine spatial est réalisé avec une intention militaire sous-jacente. Malgré cela, le Japon affiche un intérêt plus marqué pour l'exploration pacifique de l'espace.

Le Japon établit de nombreux partenariats avec d'autres pays pour la réalisation de ses divers projets spatiaux.

Les États-Unis figurent parmi ses principaux partenaires, en raison notamment de leur assistance pour pallier l'absence de puissance militaire sur le territoire japonais. Actuellement, le Japon cherche à diversifier ses partenariats en se rapprochant des agences spatiales européennes, telles que le Centre national d'études spatiales (CNES) et l'Agence spatiale européenne (ESA). De plus, un rapprochement significatif a été opéré avec les Émirats arabes unis. En collaboration avec ces derniers, le Japon a réussi le lancement de la sonde "Hope" en orbite autour de la planète Mars en septembre 2021, marquant une avancée majeure pour les deux pays.

Un rapprochement est constatable avec l'agence spatiale indienne. Un dialogue a été mis en place en 2021 afin de discuter de la défense et de la sécurité des deux pays concernant le domaine spatial. De plus, ces deux nations possèdent toutes les deux des programmes spatiaux orientés principalement vers les avancées scientifiques et le civil.² Le Japon tend également à suivre l'Inde qui a réussi son alunage le 23 août 2023. Cependant, le Japon essuie de nombreux échecs, retardant encore davantage son alunage.

Si l'agence spatiale japonaise diversifie ses partenaires commerciaux, des partenariats émergent également sous fond d'avancée scientifique. En effet, le Japon possède de nombreux projets spatiaux en commun avec la France. On compte trois missions en cours aujourd'hui liant les deux nations : "Martian moons exploration" (exploration des lunes de Mars), Hayabusa-2 et la mission LiteBIRD (étude de polarisation fossile).³

Si le Japon possède de nombreux projets scientifiques, commerciaux ou de défenses en partenariats avec différents pays, il en va de même pour des préoccupations environnementales. En effet, en raison de l'inquiétude grandissante concernant la pollution spatiale, le Japon se penche progressivement sur la mise en place de solution en relation avec l'Agence spatiale Européenne.

LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION SPATIALE, UN PROBLÈME DONT SE PRÉOCCUPE ACTIVEMENT LE JAPON

La pollution spatiale, due à la prolifération des débris, entraîne une gêne sur divers domaines. Pollution lumineuse dû aux nombreux satellites, mais également débris, risques de collision accrue avec les satellites de télécommunication, les débris spatiaux menacent les avancées scientifiques, mais également le bon fonctionnement des missions habitées et commerciales. Pour traiter du problème, les agences spatiales, mais de même des start-ups cherchent des solutions pour limiter le phénomène. Un partenariat comprenant la France et le Japon se penche notamment sur la question.

En partenariat avec le CNES, la startup Astrocale vient s'installer à Toulouse. Ce dernier veut mettre en place un projet afin de désorbiter un bon nombre d'objets et de débris célestes. Astrocale est un organisme créé par Nobu Okada, un Japonais souhaitant débarrasser l'espace des différents débris. Ces derniers balaient les différentes options qui s'offrent à eux pour désorbiter les différents débris, passant de bras robotiser, de filets de pêche etc... Cependant, le frein principal auquel font face les organismes réside dans le manque de financement. En effet, si les solutions sont théorisées, la difficulté première reste de les appliquer. Une autre start-up européenne se penche aussi sur la question, financée par l'Agence Spatiale Européenne, elle peut, contrairement à Astrocale, penser dès maintenant le lancement de sa mission.

Le Japon participe à d'autres projets, notamment en collaboration avec la NASA, qui sont également axés sur des initiatives environnementales. En effet, le Japon et les États-Unis sur un même projet réfléchissent à l'élaboration d'un satellite en bois.



Image n°16 : Prototype du satellite Lignosat © KOJI MURATA / KYOTO UNIVERSITY

2 2e Dialogue sur l'espace entre le Japon et l'Inde. (s. d.). Ministry of Foreign Affairs of Japan. Consulté 30 décembre 2023, à l'adresse https://www.fr.emb-japan.go.jp/tpr_fr/11_000001_00875.html

3 Coopération spatiale franco-japonaise : Exploration, observation de la Terre et lanceurs au cœur des échanges. (2022, juillet 4). presse.cnes.fr. <https://presse.cnes.fr/fr/cooperation-spatiale-franco-japonaise-exploration-observation-de-la-terre-et-lanceurs-au-coeur-des>

Ce dernier favoriserait la diminution des débris spatiaux ou du moins de la pollution spatiale. En effet, le satellite en question serait composé de bois de magnolia. Sa décomposition durant son entrée dans l'atmosphère apparaîtrait comme une bonne solution pour éviter les débris sur terre. Car bien qu'il n'y ait pas eu de morts causés par les débris spatiaux, pour l'instant cela pourrait s'avérer être un problème de plus en plus plausible. En effet, avec la prolifération des envois satellitaires, les retombés de débris se font de plus en plus fréquents. Jusqu'alors, les zones habitées étant moins présentes que les zones désertiques sur terre, les risques étaient quasiment nuls.

Néanmoins, le satellite en bois peut poser de nombreux problèmes, notamment avec la pollution dans l'atmosphère. Comme l'a souligné Christophe Bonnal, expert senior au CNES et spécialiste des débris spatiaux, lors d'un entretien,⁴ suite à des recherches, il a été démontré que l'atmosphère pourrait retenir une multitude de particules.

⁴ Entretien réalisé avec Christophe Bonnal le 15 décembre à Paris concernant la gestion des débris spatiaux.

Ces particules surviennent suite à la décomposition des satellites ou autres débris. Les particules restantes dans la couche atmosphérique inquiètent alors. En effet, à l'instar des débris spatiaux, ces dernières sont difficilement récupérables.

Pour conclure, le secteur spatial du Japon persiste en tant que domaine principalement civil, cependant, des évolutions notables s'observent avec un renforcement de la défense territoriale grâce aux capacités spatiales. Le Japon se distingue également par son engagement à innover et à faire progresser ses initiatives et missions spatiales, fruit de partenariats avec d'autres puissances spatiales établies ou émergentes. Ces collaborations sont illustrées par des projets tels que le nettoyage de l'espace que l'organisme Astrocale entreprend de commencer en relation avec la France. Cette entreprise met en lumière la capacité du Japon à collaborer internationalement tout en démontrant ses avancées significatives sur le plan scientifique.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

Soubès-Verger, I. (2023). *Géopolitique du monde spatial* (Eyrolles).

Articles de revues scientifiques :

Balme, S., & Soubès-Verger, I. (2002). Politique spatiale et construction de l'état en Chine. *Hermès, La Revue*, 34(2), 121-133. <https://doi.org/10.4267/2042/14447>

Dumez, H., & Toussaint, C. (2021). Nouvelles dynamiques du secteur spatial : Start-ups et débris spatiaux. Le cas Astrocale. *Entreprises et Histoire*, 102, 140-148. <https://doi.org/10.3917/eh.102.0140>

Fatton, L. (2020) *Le programme spatial du Japon. S'éloigner des objectifs non-offensifs ?* | IFRI - Institut français des relations internationales. (s. d.). Consulté 30 décembre 2023, à l'adresse <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/asie-visions/programme-spatial-japon-seloigner-objectifs-non-offensifs>

Landreau, A. (2016). L'article 9 de la Constitution japonaise : Vers une résurgence de l'armée nipponne ? *Revue Défense Nationale*, 793(8), 97-102. <https://doi.org/10.3917/rdna.793.0097>

Morvan.Y (1985) « *L'aérospatiale, demain : Nouvelles hiérarchies et restructurations* »—Persée. (s. d.). Consulté 30 décembre 2023, à l'adresse https://www.persee.fr/doc/rei_0154-3229_1985_num_31_1_1201

Sourbès-Verger, I. (2019). Chine, Russie, Inde, Japon : Essai de typologie de leurs ambitions spatiales en 2019. *Annales des Mines - Réalités industrielles*, Mai 2019(2), 25-29. <https://doi.org/10.3917/rindu1.192.0025>

Sourbès-Verger. I. (2015) *Les puissances asiatiques et l'espace extra-atmosphérique* | Cairn.info. (s. d.). Consulté 30 décembre 2023, à l'adresse <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2015-6-page-64.htm#s1n2>

Articles de presse :

Histoire de la conquête de l'espace par le Japon | Nippon.com – Infos sur le Japon. (s. d.). Consulté 30 décembre 2023, à l'adresse <https://www.nippon.com/fr/japan-data/h00501/>

Les ambitions spatiales du Japon contrariées par l'échec de la fusée H3. Consulté 30 décembre 2023, à l'adresse https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/03/15/les-ambitions-spatiales-du-japon-contrariees-par-l-echec-de-la-fusee-h3_6165558_3234.html

Sitographie :

2e Dialogue sur l'espace entre le Japon et l'Inde. (s. d.). Ministry of Foreign Affairs of Japan. Consulté 30 décembre 2023, à l'adresse https://www.fr.emb-japan.go.jp/itpr_fr/11_000001_00875.html

Coopération spatiale franco-japonaise : Exploration, observation de la Terre et lanceurs au cœur des échanges. (2022, juillet 4). presse.cnes.fr. <https://presse.cnes.fr/fr/cooperation-spatiale-franco-japonaise-exploration-observation-de-la-terre-et-lanceurs-au-coeur-des>

Countries and Regions | Participants | Asia-Pacific Regional Space Agency Forum. (s. d.). Consulté 30 décembre 2023, à l'adresse <https://www.aprsaf.org/participants/>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Articles de revues scientifiques:

- AEI WORKING GROUP ON TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME IN THE AMERICAS. (2017). Venezuela: A State Destroyed by Crime and Corruption. In *Kingpins and Corruption: TARGETING TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME IN THE AMERICAS* (pp. 18–25). American Enterprise Institute. <http://www.jstor.org/stable/resrep03288.6>
- Azicri, M. (2009). The Castro-Chávez Alliance. *Latin American Perspectives*, 36(1), 99–110. <http://www.jstor.org/stable/27648163>
- Balutet, N. (2017). Chapitre 15. La « révolution bolivarienne » du Vénézuélien Hugo Chávez (1999-2013). Dans : , N. Balutet, *Civilisation hispano-américaine* (pp. 181-189). Paris: Armand Colin.
- Berjaud, C. (2019). Les missions boliviennes au Venezuela: Les *policy feedbacks* au prisme des gouvernés. *Gouvernement et action publique*, OL8, 61-85. <https://doi.org/10.3917/gap.191.0061>
- Blank, S. (2009). La Russie et l'Amérique latine : manœuvres géopolitiques dans le voisinage des États-Unis. *Russie.Nei, Visions*. N°38. Ifri.
- Boersner, A. (2020). Venezuela 2019: A Tale of Two Presidents. *Revista de ciencia política (Santiago)*, 40(2), 539-565. Epub 26 de agosto de 2020. <https://dx.doi.org/10.4067/S0718-090X2020005000118>
- Kingsbury, D. V. (2016). Oil's colonial residues: geopolitics, identity, and resistance in Venezuela. *Bulletin of Latin American Research*, 35(4), 423-436. DOI:10.1111/blar.12477
- Kourliandsky, J-J. (2012). L'Iran et l'Amérique latine : des convergences solides et circonstanciées. *Éditoriaux de l'Ifri*. Ifri. <https://www.ifri.org/fr/publications/editoriaux-de-lifri/liran-lamerique-latine-convergences-solides-circonstanciées>
- Махабип, Р., & Ганпат, К. (2023). HISTORICAL PARALLELS: THE ISRAELI-PALESTINIAN CONFLICT/THE VENEZUELA-GUYANA CONTROVERSY/THE JAMAT AL MUSLIMEEN ATTEMPTED COUP IN TRINIDAD AND TOBAGO GOVERNMENT. *Известия. Серия: Международные отношения и Регионоведение*, 54(4). DOI: <https://doi.org/10.48371/ISMO.2023.54.4.008>
- Ortega, D., & Rodríguez, F. (2008). Freed from Illiteracy? A Closer Look at Venezuela's *Misión Robinson* Literacy Campaign. *Economic Development and Cultural Change*, 57(1), 1–30. <https://doi.org/10.1086/590461>
- Marjolet, I. (2015). Pétrole et gaz au Venezuela. *Outre-Terre*, 43, 177-182. <https://doi-org.ezproxy.univ-catholille.fr/10.3917/oute1.043.0177>
- Padula, R., Cecílio, M. de F., Oliveira, I. C. de, & Prado, C. J. (2023). Guyana : Oil, Internal Disputes, the USA and Venezuela. *Contexto Internacional*, 45, e20210031. <https://doi.org/10.1590/S0102-8529.20234501e20210031>
- Pérez Pirela, M. (2006). Brève histoire de l' « impasse » vénézuélienne: Les enjeux symboliques. *Cités*, 28, 171-179. <https://doi.org/10.3917/cite.028.0171>

Posado, T. (2018). Venezuela : Nicolás Maduro à la tête d'un pays en crise: Une crise politique, économique et sociale. Dans : Thierry de Montbrial éd., *Ramses 2019: Les chocs du futur* (pp. 272-275). Paris: Institut français des relations internationales. <https://doi.org/10.3917/ifri.demon.2018.01.0272>

Trigo, P. (2007). Le Venezuela de Hugo Chavez. *Études*, 406, 585-594. <https://doi.org/10.3917/etu.065.0585>

Articles de presse:

Baker Institute (s. d.). *The Collapse And Upcoming Rise Of Venezuela And Its Oil Industry*. Forbes. Consulté 2 janvier 2024, à l'adresse <https://www.forbes.com/sites/thebakersinstitute/2019/06/12/the-collapse-and-upcoming-rise-of-venezuela-and-its-oil-industry/>

Bersinger, S. (2023, décembre 8). *Plus de réserves de pétrole ne régleront pas les problèmes du Venezuela*. La Tribune. <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/plus-de-reserves-de-petrole-ne-regleront-pas-les-problemes-du-venezuela-985178.html>

Bientôt le retour du pétrole vénézuélien sur le marché mondial ? | Connaissances des énergies. (2023, janvier 23). <https://www.connaissancedesenergies.org/tribune-actualite-energies/bientot-le-retour-du-petrole-venezuelien-sur-le-marche-mondial>

Chouteau, J. (2019). *Info éco—L'embargo américain sur le pétrole vénézuélien entre en vigueur*. France 24. <https://www.france24.com/fr/20190429-linfo-eco-embargo-americain-petrole-venezuela-entre-vigueur>

¿Cómo explicar la catástrofe económica venezolana ? | Nueva sociedad. (2018, 16 avril). Nueva Sociedad | Democracia y política en América Latina. <https://nuso.org/articulo/como-explicar-la-catastrofe-economica-venezolana/>

Courrier International. (2013, 6 mars). Venezuela. Une politique sociale financée par le pétrole. *Courrier international*. <https://www.courrierinternational.com/article/2013/03/06/une-politique-sociale-financee-par-le-petrole>

Delcas, M. (2007, 28 février). Venezuela : Hugo Chavez nationalise le pétrole de l'Orénoque. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2007/02/28/venezuela-hugo-chavez-nationalise-le-petrole-de-l-orenoque_877132_3222.html

Delcas, M. (2022, 28 décembre). Au Venezuela, l'opposition met fin au « mandat » de Juan Guaido. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/28/au-venezuela-l-opposition-met-fin-au-mandat-de-juan-guaido_6155878_3210.html

Guyana : Le ton monte entre le Venezuela et le Royaume-Uni à propos de la région de l'Essequibo. (2023, décembre 29). *La Croix*. <https://www.la-croix.com/international/guyana-le-ton-monte-entre-le-venezuela-et-le-royaume-uni-a-propos-de-la-region-de-l-essequibo-20231229>

Gonzalez, J. C. (2019, 25 janvier). Venezuela and the US : From friends to foes. dw.com. <https://www.dw.com/en/venezuela-and-the-us-from-friends-to-foes/a-47224923>

Les Vénézuéliens plébiscitent l'intégration de l'Essequibo, une province du Guyana. (2023, décembre 4). France 24. <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20231204-r%C3%A9f%C3%A9rendum-les-v%C3%A9n%C3%A9zu%C3%A9liens-appuient-massivement-les-pr%C3%A9tentions-de-caracas-sur-l-essequibo>

Kourliandsky, J-J. (2022, 24 juin). *Venezuela, « la remontada » ?*. Nouveaux espaces latinos. Amérique latine. <https://www.espaces-latinos.org/archives/106156>

Linares, L. (2013, 14 mars). *Venezuela after Chávez and the oil bonanza*. Equal Times. <https://www.equaltimes.org/venezuela-after-chavez-and-the-oil-bonanza?lang=fr>

Malik, M. (2022, novembre 25). *Venezuela : Le contexte de la reprise des négociations*. *Le Grand Continent*. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/11/25/venezuela-le-contexte-de-la-reprise-des-negociations/>

Mouvements.info. (2007). *Venezuela : La réforme constitutionnelle met-elle en danger la démocratie ?* Mouvements. <https://mouvements.info/venezuela-la-reforme-constitutionnelle-met-elle-en-danger-la-democratie/>

Renaudat, C. (2015, août 31). *Tension et crise humanitaire entre le Venezuela et la Colombie*. *La Croix*. <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Tension-et-crise-humanitaire-entre-le-Venezuela-et-la-Colombie-2015-08-31-1350267>

Sjv, C. (2023, 14 avril). *¿Quién es Nicolás Maduro ? Así han sido la vida y carrera del presidente de Venezuela*. CNN. <https://cnnespanol.cnn.com/2023/04/14/nicolas-maduro-presidente-venezuela-vida-carrera-datos-trax/>

Venezuela, les plus grandes réserves de pétrole au monde ne seront sans doute jamais exploitées. (2021). *Transitions & Energies*. <https://www.transitionsenergies.com/venezuela-les-plus-grandes-reserves-de-petrole-au-monde-ne-seront-sans-doute-jamais-exploitees/>

Venezuela : Paris risqués sur la dévaluation. (2023, 23 décembre). *L'Humanité*. <https://www.humanite.fr/social-et-economie/-/venezuela-paris-risquessur-la-devaluation>

ONG:

Amnesty International. (2023). *Venezuela : la situation des droits humains*. <https://www.amnesty.org/fr/location/americas/south-america/venezuela/report-venezuela/>

Venezuela. (2019, 17 janvier). Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/venezuela>

Venezuela. (2023, 20 janvier). Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/world-report/2023/country-chapters/venezuela>

Think tanks:

Cheatham, A. (2023, 22 décembre). *Venezuela : the rise and fall of a petrostate*. *Council on Foreign Relations*. <https://www.cfr.org/background/venezuela-crisis>

Élection de Nicolas Maduro à la présidence du Venezuela | Evenements | Perspective Monde. (s. d.).
<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/1836>

Kahn, R. (2017). *Venezuela after the Fall Financing, Debt Relief and Geopolitics.*
147. https://www.cigionline.org/static/documents/documents/Paper%20no.147web_0.pdf

Mouketou, D. P. (2018, 29 octobre). L'élection présidentielle au Venezuela : des résultats contestés. *Perspective Monde.* <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse/2528>

Podcasts:

Delorme, F., Reynaud, L., Hû, B., Catton, M., De Rocquigny, T., & Bernard, S. (2017, août 30). De Bolivar à Maduro : la descente aux enfers du Venezuela. France Culture. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/de-bolivar-a-maduro-la-descente-aux-enfers-du-venezuela-8282584>

Epstain, N., Chaverou, É., & Moghaddam, F. (2019, 2 mai). Les principales dates pour comprendre la crise au Venezuela. *France Culture.* <https://www.radiofrance.fr/franceculture/les-principales-dates-pour-comprendre-la-crise-au-venezuela-6917856>

Girod, V. (s. d.). *Simon Bolivar, le « Libertador » de l'Amérique du Sud* [Vidéo]. Europe 1.
<https://www.europe1.fr/emissions/Au-coeur-de-l-histoire/simon-bolivar-le-libertador-de-lamerique-du-sud-3866354>

Autres:

Caracas y la dictadura de Juan Vicente Gómez (1908-1935) – Parte I | Cámara de Comercio, Industria y Servicios de Caracas. (s. d.). <https://camaradecaracas.com/la-camara-caracas-y-sus-historias/cronicas-de-la-ciudad/caracas-y-la-dictadura-de-juan-vicente-gomez-1908-1935-parte-i/>

Household poverty rate in Venezuela 2021 | Statista. (2023, 15 novembre). Statista.
<https://www.statista.com/statistics/1235189/household-poverty-rate-venezuela/>

Présentation du Guyana. (s. d.). France Diplomatie - Ministère de l'Europe et des Affaires. Consulté 2 janvier 2024, à l'adresse <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/guyana/presentation-du-guyana/>

Remerciements

Le bureau rapproché de l'A.M.R.I. (2021-2022), composé d'Harmony Delhalle, Maëwenn Leboulanger, Fazia Khennouche et Alexandre Toutain, étant à l'initiative du projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel (2022-2023), composé de la présidente Camille Decise, du vice-président Mattéo Mevellec, du trésorier Axel Pinel et de la secrétaire Pauline Moreel pour son soutien dans la maintien et l'évolution de cette revue.

Cette revue a été créée de toutes pièces par des étudiants motivés et engagés pour produire un travail de qualité. À travers cette page nous citons toutes ces personnes et leurs rôles dans ce projet.

En premier lieu viennent les rédacteurs des articles qui ont fait de leur mieux pour produire des articles scientifiques traitant de sujets aussi divers qu'intéressants : Mélanie Gariglio, Angèle Canaguier, Nicolas Poussin, Maïna Proust, Claudia Laval, Elias Lahlali, Cassandre Nizan, Jade Vatin et Lilie Lenoir. Leurs articles ont été suivis, corrigés et relus avec le plus grand soin par l'équipe de rédacteurs de la revue précédente ainsi que par Juliette Gribovalle et Lilie Lenoir, rédactrices en chef.

Enfin, tout le travail de mise en forme de la revue a été effectué par Maïna Proust.

Nous remercions également le responsable du pôle culture Théo Banse pour son engagement et sa disponibilité.

Nous tenons enfin à remercier Juliette Salez, responsable communication de l'A.M.R.I., pour son aide au partage de la revue sur tous les réseaux dont l'association dispose et à travers les murs de l'Université via un QR code.

La petite structure de la revue a nécessité un engagement important et répété de toute l'équipe, qui a témoigné de nombreuses reprises de son implication et de sa volonté à parfaire le travail.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour tout le travail effectué au cours de ce mois et nous espérons, chers lecteurs, vous retrouver lors de nos prochaines éditions !

Rédactrices en chef

LILIE LENOIR ET JULIETTE GRIBOVALLE